



HAL
open science

1966-1986 : le Centre d'études, de recherches et d'éducation sociale (CERES) et le projet européen

Hippolyte Matthey

► To cite this version:

Hippolyte Matthey. 1966-1986 : le Centre d'études, de recherches et d'éducation sociale (CERES) et le projet européen. Histoire. 2022. dumas-03932047

HAL Id: dumas-03932047

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03932047>

Submitted on 10 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ RENNES 2
Laboratoire Tempora (EA 7468)

Hippolyte MATTHEY



**1966- 1986 : Le Centre d'études, de recherches et
d'éducation socialiste (CERES) et le projet européen**

Mémoire
Master 2 Histoire RIMI
Sous la direction de Luc CHANTRE
2021/2022

Remerciement

Je tiens remercier l'ensemble des personnes qui m'ont accompagné et soutenu lors de mes deux années de Master à l'Université de Rennes 2. Je pense notamment à mes parents, Pauline, Delphine, Johan, Julien qui m'ont conseillé relu au fil de mes travaux et permis de donner le meilleur de moi même. Un grand merci à Luc Chantre, directeur de mémoire, pour m'avoir aiguillé tout au long de la réalisation de mon mémoire, j'ai aussi une pensée pour l'ensemble de mes camarades de promotion dont les échanges m'ont été plus que profitables pour faire évoluer mon travail mais aussi lever mes doutes. J'ai une pensée pour Gilles Richard, qui tout au long de ma licence m'a influencé positivement sur mon souhait de travailler sur ce sujet d'histoire politique et de relation internationale.

Enfin, j'aimerais tout particulièrement remercier, Jean-Pierre Chevènement, Michel Charzat, Jean-Yves Autexier, Jean-Paul Pagès et Jean-Marie Pernot, de m'avoir accorder de leur temps et d'avoir répondu à mes questions lors de nos entretiens. Sans leur témoignage, ce mémoire n'aurait pas été le même, de plus, je remercie encore Jean-Paul Pagès, pour les documents et ouvrages qu'il m'a fournis ainsi que sur les conseils qu'il a pu me donner pour réaliser ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

Introduction	8
Chapitre 1. Écrire l'histoire d'un mouvement de gauche et son rapport à l'Europe.	12
1.1 L'histoire du Parti socialiste : une histoire écrite par les « vainqueurs » ?	12
1.2 L'histoire de la construction européenne : un mythe fondateur destructeur ?	14
1.3 Le CERES : un mouvement peu étudié mais riche de sources écrites et orales non exploités.	16
Chapitre 2 : 1966-1986 : le CERES , 20 ans de lutte politique et de militantisme	21
2.1 Fondation et chronologie du courant.	21
2.2 Les objectifs politiques du CERES et son organisation.	28
Chapitre 3 : La critique Européenne du CERES, le rejet de l'Atlantisme et du néo-libéralisme	33
3.1 L'influence des États-Unis d'Amérique sur la construction européenne.	33
3.2 L'opposition au néolibéralisme économique.	39
Chapitre 4 : La construction d'une alternative socialiste au Projet Européen	47
4.1 Le compromis géographique Nord-Sud : un projet alternatif.	47
4.2 Un projet européen profondément socialiste mais garant de la souveraineté nationale.	53
Chapitre 5 : L'action militante du CERES au sein du Parti socialiste français et des forces de gauche en Europe	59
5.1 Une campagne de tout instant au sein du Parti socialiste français.	59
5.2 Le dialogue avec les partis socialiste européens et l'inspiration tiers-mondiste.	62
Chapitre 6 : 1983, le « tournant de la rigueur »: entre échec politique et victoire idéologique ?	71
6.1 Un mouvement incapable de dépasser sa position de courant minoritaire.	71
6.2 Un contexte international inadéquat à un changement de ligne politique.	74
6.3 Un héritage politique et idéologique encore bien présent dans la politique française.	76
Sources	83
Bibliographie	93
ANNEXES :	98
Entretiens :	98
Archives.	103

Introduction

La pandémie de coronavirus, apparue en début d'année 2020 en France, et les restrictions sanitaires qu'elle a entraîné, a bouleversé le rapport des Français vis-à-vis du rôle et de leur appartenance à l'Union européenne. En effet, selon un sondage réalisé par l'institut Elabe en avril 2021, 69 % des Français estiment que l'Union européenne n'a pas été à la hauteur depuis le début de la crise du Covid-19 et 62 % répondent que l'Union européenne n'a pas été à la hauteur de la crise économique. Dans le même temps, 31 % des Français affirment que l'appartenance à l'Union européenne est une faiblesse, à l'inverse, 25 % estiment que cela est une force.¹ Cette enquête révèle que l'opinion publique française semble être très critique vis-à-vis de l'Union Européenne, la France est pourtant l'un des moteurs de la construction européenne mais l'attachement que les Français portent à l'Union européenne est-il en train de faiblir ?

L'euroscpticisme désigne l'attitude, l'état d'esprit qui consiste à douter de l'Europe en tant qu'unité (économique, politique...) et de son avenir.² Le sentiment eurosceptique est apparu en parallèle des premières étapes de la construction européenne dans les années 1950. Cette opposition à l'Europe a continué à exister au fil des années et elle a toujours été présente que ce soit à gauche ou à droite de l'échiquier politique. Cependant, les raisons qui ont poussé et poussent encore certains partis de droite et de gauche à s'opposer à l'Union européenne ne sont pas les mêmes selon qu'on se positionne à gauche ou à droite du spectre politique. Au début des années 2000, la critique de l'Union européenne était un sujet associé à l'extrême-droite, courant politique pour qui, dans le respect de la tradition nationaliste, il était inimaginable que la France puisse perdre sa souveraineté politique, monétaire ou économique. De plus, les deux partis qui rythment la vie politique française, le Parti socialiste, pour la gauche, et le Rassemblement pour la République (RPR), pour la droite, ont tous deux fait le choix de soutenir la poursuite de la construction européenne en soutenant le

¹“Les Français, l'Union européenne et l'épidémie de covid-19” <https://elabe.fr/ue-epidemie-covid19/>

² Définition du dictionnaire Le Robert <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/euroscpticisme>

« oui » lors du référendum sur le traité de Maastricht de 1992. Ce raccourci facile assimilant le rejet de la construction européenne à l'extrême-droite ou à une droite souverainiste est resté très vivace dans l'esprit des Français et cela ne doit pas faire oublier que l'opposition à l'Union européenne a toujours existé dans les partis de gauche. Dès le traité de Rome en 1956, une partie de la gauche française, notamment les communistes ainsi qu'une partie des socialistes et des radicaux, ceux qui s'étaient déjà opposés à la communauté européenne de défense de peur de réarmer la République fédérale allemande, avaient émis des doutes sur le projet de marché commun européen qui voyait les barrières douanières disparaître entre les états membres.³ L'opposition à l'Europe dans les mouvements de gauche s'est d'abord faite sur la crainte de voir ériger une Europe libérale économiquement et non pas une Europe construite avec un modèle économiquement socialiste et internationaliste. Le Parti communiste français marqua sa vive opposition à l'Union européenne du fait des liens étroits qui existaient entre les États-Unis et les têtes pensantes de ce nouveau projet.⁴

Chez les socialistes, la question de l'intégration européenne ne fut jamais un sujet prioritaire pour la majorité d'entre eux excepté certains courants du parti. Les socialistes ont toujours eu une accointance avec le projet d'une Union européenne car cette organisation devait être le ciment unificateur entre les peuples d'Europe.⁵ L'opinion des socialistes français sur l'Europe s'est construite au gré des crises politiques et des oppositions avec la droite française. En effet, l'Europe restait une question secondaire, l'important était d'accéder au pouvoir et d'incarner la véritable opposition vis-à-vis du parti gaulliste et de ses héritiers. Le parti socialiste embrassa complètement l'intégration européenne lors du tournant de la rigueur de 1983. En renonçant au programme commun débuté en 1981 et en soutenant la candidature du socialiste, Jacques Delors, à la présidence de la commission européenne, François Mitterrand fit le choix de poursuivre la construction européenne quitte à ne pas faire de l'Europe un modèle socialiste.⁶ Ce choix ancrera pour près de 40 ans la gauche française comme un courant partisan de la construction européenne. En effet, le parti socialiste et ses alliés furent les soutiens d'une politique européenne encore plus ambitieuse, ils firent le choix

3 BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, « *La gauche et l'Europe.* » in *Histoire des gauches en France. Volume 2. XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004

4 ROBIN HIVERT Emilia, Anti-européens et euroconstructifs : les communistes français et l'Europe (1945-1979), *Les cahiers Irice* 2009/2 (n°4), p. 49-67

5 BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles. *Op. Cit.*

6 Entretien Jean-Pierre Chevènement

de soutenir le traité de Maastricht en 1992 puis de soutenir le projet de traité établissant une constitution pour l'Europe en 2005. Cependant une question reste en suspens : Est ce que tous les socialistes ont accepté et milité pour poursuivre la construction européenne ? Comme nous l'avons déjà fait remarqué, l'adhésion au projet européen au sein de la gauche ne fut pas totale, au sein même du Parti socialiste on retrouve une minorité qui a fait le choix de s'opposer à la construction européenne et ce dès la création du nouveau Parti socialiste en 1969. Lors des référendums portant sur la construction européenne de Maastricht en 1992 et de 2005 sur le traité constitutionnel européen (TCE), une minorité de socialistes se sont retrouvés en opposition avec la ligne europhile du parti et firent campagne pour le « non » en compagnie d'autres mouvances de gauche non-socialistes et le parti communiste français. En 2005, le référendum fut remporté par les partisans du « non », les dirigeants socialistes se sont retrouvés désavoués par leur base militante et électorale.⁷

Comme nous l'avons vu, la question européenne divise à la fois les Français mais aussi les partis politiques. Au parti socialiste, il a toujours existé un courant minoritaire défavorable à la construction européenne qui était en train d'émerger à l'époque. Fondé par plusieurs jeunes universitaires de gauche en 1966 avec à sa tête Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, le CERES (Centre d'études, de recherche et d'éducation socialiste) est un courant politique de la vieillissante SFIO (Section française de l'Internationale Ouvrière). Favorable à l'union de la gauche et se revendiquant du marxisme économique, le courant va peu à peu devenir incontournable dans le nouveau Parti socialiste et participer activement à l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981. Ce courant a la particularité de tenir une ligne très stricte sur la question européenne, à l'inverse de leurs camarades socialistes qui ne semblent pas s'arrêter sur la question, l'Union européenne est possible et doit se faire mais elle doit être socialiste. C'est cette ligne politique eurosceptique qui nous amène à nous intéresser à ce courant politique de gauche. En tant qu'historien, il nous semble pertinent de comprendre l'influence qu'a pu avoir ce mouvement dans la construction des idéaux d'une partie de la gauche actuelle mais aussi de s'intéresser au fonctionnement d'un courant minoritaire mais influent au sein d'un des plus gros partis de la gauche française, notamment sur les questions européennes et internationales. Le CERES nous paraît être un courant historiquement important pour la gauche française, il a été un précurseur sur de nombreux sujets repris par

⁷ On a pu le voir avec la désignation de Ségolène Royal comme candidate à la présidence de la république en 2007 alors que celle-ci avait fait le choix de soutenir le « oui » lors du TCE

des partis politiques d'aujourd'hui comme le Parti socialiste, le Parti communiste français ou la France Insoumise notamment sur les questions économiques et géopolitiques.

Il nous semble donc intéressant d'étudier l'évolution du CERES de sa création en 1966 jusqu'à sa dissolution en 1986. Pendant 20 ans, ce courant a évolué idéologiquement mais aussi vu sa position au sein du parti socialiste changer au gré des alliances, des crises et des événements politiques. Courant peu étudié par les historiens spécialistes de la politique française, les chercheurs se sont focalisés sur le « vainqueur » Mitterrand, qui fit pourtant du CERES l'un de ses alliés lors de sa prise de contrôle du PS au congrès d'Epinay en 1971. L'objectif de ce mémoire est donc de mesurer l'impact qu'a pu avoir le CERES au sein du Parti Socialiste concernant la question européenne et voir avec quels moyens, le courant a essayé de mettre en avant ses idées. Enfin, il nous semble aussi intéressant de voir les actions que les membres du CERES auraient pu entreprendre avec d'autres partis politiques européens ainsi que les rapports qu'ils entretenaient avec eux et s'ils avaient vocation à exporter, dans d'autres pays de l'Union européenne, leur vision politique. Pour répondre à ces questions, il nous faut donc s'appuyer sur des sources qui viendraient nous aider à mesurer l'influence du CERES à l'époque. Pour cela, il nous paraît important de réaliser des entretiens avec des personnes ayant été au sein du courant ou l'ayant fréquenté extérieurement à l'époque. De plus, l'une des particularités structurelles du courant va nous permettre d'accéder à des textes rédigés par ses membres à l'époque. En effet, le CERES a toujours tenu à rédiger une revue mensuelle adressée à ses membres pour leur fournir une culture politique et les tenir au courant de la ligne du mouvement. Ces revues, connues sous le nom de *Cahier du CERES*, nous semblent être l'un des points de départ de notre mémoire pour décrypter le mouvement.

Chapitre 1. Écrire l'histoire d'un mouvement de gauche et son rapport à l'Europe.

Le CERES en lui-même est un mouvement qui a été peu étudié par la recherche historique, pourtant, il possède de nombreux écrits issus des revues rédigées par ses membres. Dans le même temps, il nous a paru important de nous intéresser à la parole de ses membres pour mieux comprendre leurs choix avec le recul qu'ils ont aujourd'hui. Toutefois, il ne faut pas non plus négliger l'étude plus générale du Parti socialiste et de la construction européenne.

1.1 L'histoire du Parti socialiste : une histoire écrite par les « vainqueurs » ?

Notre mémoire traitant d'un courant du parti socialiste, il nous est apparu fondamental de s'intéresser aux travaux qui avaient été déjà réalisés sur le Parti socialiste et sur la gauche française en général.

Le premier ouvrage vers lequel nous nous sommes tournés est celui dirigé par Jean-Jacques Becker et Gilles Candar, intitulé *Histoire des gauches en France*.⁸ Ce livre retrace l'évolution des gauches en France, les acteurs, et les modes d'organisations, les grandes familles de gauche ainsi que la position des gauches vis-à-vis de grands sujets tels que la guerre froide ou la colonisation. Certaines parties de l'ouvrage ont particulièrement retenu notre attention, notamment deux chapitres : le premier est celui écrit par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg intitulé *L'Union de la gauche et l'ère Mitterrand (1965-1995)*, le second a été rédigé par Robert Frank et se nomme *La gauche et l'Europe*. Le chapitre traitant de l'Union de la gauche revient sur la prise du pouvoir de François Mitterrand au Parti socialiste jusqu'à la fin de son mandat, ce qui correspond en grande partie à la période sur laquelle nous avons décidé de travailler. Ce chapitre nous renseigne aussi sur le rôle des courants au sein du parti et de la manière dont ils ont pu influencer la position du Président de la République. Le chapitre traitant de l'Europe et de la gauche revient sur le positionnement des forces de gauche concernant la construction européenne et nous rapporte l'évolution de ces mouvements au fil de l'évolution du projet européen. Concernant l'historiographie spécifique

⁸ BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France*. Volume 2. *XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004

au Parti socialiste, de nombreux ouvrages et études ont été réalisés sur la SFIO mais nous préférons nous concentrer sur la période au cours de laquelle le CERES fut le plus influent, c'est-à-dire après la fusion de la SFIO au sein du Parti Socialiste en 1969 lors du congrès d'Issy-les-Moulineaux.

En étudiant de plus près les ouvrages traitant du Parti socialiste, on remarque directement deux grandes périodes dans la manière de traiter le mouvement. Il y a un avant et un après 1981 : l'élection à la présidence de la République de François Mitterrand est la date clé de l'histoire du parti socialiste dans l'historiographie socialiste. De nombreux ouvrages vont s'attarder sur la construction de la victoire du parti socialiste et de François Mitterrand, on peut notamment citer le livre publié sous la direction de Noëlline Castagnez et Gilles Morin, *Le Parti socialiste d'Epinais à l'Élysée 1971-1981*.⁹ Avec la participation de plusieurs historiens et politologues, ce livre aborde différents aspects du Parti socialiste que ce soit de sa composition sociologique, la manière dont il est organisé, les valeurs auxquelles les socialistes se revendiquent mais aussi une chronologie détaillée de la lente avancée vers l'accession au pouvoir. Ce qui ressort à nos yeux de l'historiographie du parti socialiste, c'est la mise en avant du vainqueur. En effet, François Mitterrand, du fait de sa victoire en 1981, se retrouve mis en avant comme s'il avait fallu trouver une figure à gauche qui puisse égaler la figure créée par la droite avec le général de Gaulle. Le simple fait d'utiliser l'expression les « années Mitterrand » renvoie à une personnification de l'histoire du parti socialiste. Les critiques apportées aux mandats du président socialiste ne furent que très tardives, il faut attendre une vingtaine d'années pour dresser un bilan plus critique sur sa politique économique comme l'a fait l'historien Mathias Bernard dans son livre *Les années Mitterrand : du changement socialiste au tournant libéral*.¹⁰ La figure « mitterrandienne » semble avoir aspiré l'histoire du parti socialiste, le traitement de son image, et celle du parti socialiste à travers lui, a été le fruit de nombreux ouvrages très peu de temps après son décès, mais la plupart des auteurs n'étaient non pas des historiens mais des journalistes ou des proches du président soucieux de préserver la mémoire de leur mentor.

9 CASTAGNEZ Noëlline, MORIN Gilles (dir.), *Le Parti socialiste d'Epinais à l'Élysée 1971-1981*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015.

10 BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand : Du changement socialiste au tournant libéral*, Belin, Paris, 2015

Concernant plus spécifiquement notre sujet d'étude, l'historiographie du CERES est quasi-nulle, notre paragraphe précédent sur l'importance de François Mitterrand dans l'historiographie avait pour but de démontrer que cette mise en avant de la figure présidentielle avait sans doute joué un rôle dans le manque d'ouvrage traitant du CERES. De par nos recherches, l'histoire du courant ne semble avoir été réalisée que par des mentions au sein d'ouvrages plus généraux sur la gauche ou le parti socialiste mais il n'existe pas d'ouvrage d'historien, s'intéressant spécifiquement au CERES. Cependant, il existe bien des écrits ayant comme sujet principal le CERES, ils ont été rédigés par les membres du mouvement pour expliquer et défendre leurs points de vue. On peut notamment citer *Le CERES, un combat pour le socialisme*¹¹ de Michel Charzat, publié en 1975, ce livre explique ce qu'est le CERES et effectue un rapide historique du mouvement et de ce qu'ils ont réalisé depuis sa création en 1966. On peut aussi citer les différents ouvrages de Didier Motchane tels que *L'enlèvement de l'Europe*¹² ou *Un atlantisme à la Charentaise*¹³ qui viennent tous deux pointer du doigt la politique choisie par la France concernant l'Union européenne et l'influence américaine dans ce processus .

1.2 L'histoire de la construction européenne : un mythe fondateur destructeur ?

Autre point important de notre mémoire, la construction européenne : ce projet, dont on retrouve des prémices des siècles avant sa création, répond à une demande de paix de la part des États européens suite aux deux guerres mondiales qui viennent d'avoir lieu. Cependant cette projection de l'histoire de l'Europe qui faisait l'unanimité il y a encore quelques années semble s'étioler au regard des nouvelles recherches apportées par les historiens.

L'histoire de la construction européenne commence par la réalisation d'un rêve : mettre fin aux conflits opposant les nations européennes et unir les peuples dans un modèle

11 CHARZAT Michel, TOUTAIN Ghislaine, *Le CERES [Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes], un combat pour le socialisme*, Calmann Levy, Paris, 1975

12 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe*, Entente, 1979

13 MOTCHANE Didier, *Un Atlantisme à la charentaise : de Jarnac à Maastricht, dix ans de politique étrangère*, Arléa, Paris, 1992

démocratique. On peut retenir le congrès de l'Europe de 1948 se déroulant à La Haye qui voit différents représentants de nations européennes débattre sur la modalité d'une future organisation politique et économique européenne. Ce congrès a été suivi par la déclaration de Robert Schuman le 9 mai 1950 qui est considérée aujourd'hui comme la date fondatrice de la construction européenne. C'est à partir de cette date et tout au long de la poursuite de la construction européenne que l'historiographie, dite institutionnalisée, de la construction européenne va faire son chemin. Menée par les partisans de l'intégration européenne comme Jean Monnet, l'Union Européenne va être présentée comme une organisation capitale à la poursuite de la paix en Europe ; l'intégration économique, même si elle est pleinement libérale, doit être également poursuivie. La communauté européenne du charbon et de l'acier, qui voit la libéralisation des échanges de ces matières premières au sein des États-membres, est promue au motif que cela rendrait « *non seulement impensable mais aussi matériellement impossible* »¹⁴ une guerre entre les États signataires.

Cette vision angélique de l'Europe est mise en avant par les institutions européennes et va continuer à perdurer au fil des années, cependant dans les années 90 et 2000, et devant les premières contestations à la poursuite du projet européen avec les référendums de 1992 et 2005, les historiens ont commencé à s'intéresser de plus près à l'histoire de la construction européenne. Marc Joly dans son ouvrage *Le mythe Jean Monnet. Contribution à une sociologie historique de la construction européenne*¹⁵, va s'intéresser au mythe des pères fondateurs faisant de Jean Monnet et Robert Schuman les pères de l'Union européenne. De la même façon, Antonin Cohen, dans son long article *Le « père de l'Europe » : La construction sociale d'un récit des origines*¹⁶, révèle les nombreuses manipulations qui ont pu être réalisées sur l'histoire de la construction européenne et comment elle a été propagée. Il pointe notamment du doigt l'action de Jean Monnet et de ses collaborateurs lors de la rédaction des mémoires de ce dernier. L'élevant au rang de figure indissociable de la réussite du projet européen et réécrivant une chronologie de la construction européenne masquant les échecs

14 Discours de Robert Schuman le 9 mai 1950

15 JOLY Marc, *Le mythe Jean Monnet : contribution à une sociologie historique de la construction européenne*, CNRS Edition, Paris, 2007

16 COHEN Antoine, *Le « père de l'Europe » : La construction sociale d'un récit des origines*, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2007/1-2 (n° 166-167), p. 14-29

européens antérieurs à la communauté européenne économique, tel que l'accord économique envisagé en 1949 par la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, le projet européen actuel semble avoir un processus sans accroc et linéaire qui se serait imposé naturellement aux nations européennes. Pour répondre à un agenda politique et économique, la fondation Jean Monnet est devenue un véritable acteur de l'historiographie institutionnalisée du projet européen et défend la vision héritée de Jean Monnet et de ses collaborateurs.

Cette critique acerbe que nous venons de faire de l'historiographie de la construction européenne ne veut pas dire que l'Union européenne se serait uniquement créée sur des mensonges et se serait formée uniquement par la volonté d'une minorité de personnes répondant à des objectifs politiques et économiques. Cependant, il faut bien comprendre que cette critique du mythe fondateur est nécessaire au vu de la manière dont elle est devenue la version officielle de l'histoire européenne et qui elle-même est défendue par les institutions européennes encore aujourd'hui.

1.3 Le CERES : un mouvement peu étudié mais riche de sources écrites et orales non exploitées

Le CERES a néanmoins fait l'objet de certaines études par des chercheurs en sciences sociales notamment en sciences politiques. Ce choix d'étude peut s'expliquer par la conception particulière du CERES, en effet sa volonté de voir le militant socialiste se former politiquement au contact de colloques ou de revues politiques rappelle les premières heures du mouvement socialiste où la formation politique des classes populaires se réalisait sur le lieu de travail. Lors de notre passage à l'Office Universitaire de la recherche socialiste (OURS), nous avons pu prendre connaissance des travaux qui ont traité le CERES comme sujet principal ou comme sujet d'appoint. Nous pouvons notamment citer le mémoire de maîtrise en histoire contemporaine d'Eléonore Merlin "*Le CERES, de l'Autogestion à la République (1966-1986)*"¹⁷ qui revient sur l'évolution politique et sociologique du courant qui en 20 ans

17 MERLIN Eléonore, « *LE CERES, de l'Autogestion à la République (1966-1986)* », 200 p, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS du XXe siècle, septembre 2002, sous la direction de Frank Georgi et Jean-Louis Robert

passé d'un mouvement marxiste de l'aile gauche de la SFIO à un mouvement se revendiquant de la République au sein du Parti socialiste. Dans la même optique, nous pouvons aussi relever la thèse en sciences politiques de Benoît Verrier "*Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au PDC*"¹⁸ où il explique l'évolution du courant animé par Jean-Pierre Chevènement d'un point de vue de politiste, notamment sur la question de la fidélité de la base militante et des scissions qui peuvent se créer au sein d'un parti. Ce sont deux phénomènes auxquels le CERES et ses successeurs ont dû faire face. Le CERES apparaît aussi comme objet de recherche dans des travaux sur le socialisme en général, on peut citer le mémoire de maîtrise d'histoire de Christelle Flandre "*Approcher la social-démocratie. Le regard du parti socialiste sur la social-démocratie allemande, 1971-1981*"¹⁹ où l'on retrouve les analyses du CERES sur la sociale démocratie allemande et sa proximité idéologique avec JUSOS, l'organisation de jeunesse du parti social démocrate allemand. L'importance du CERES, dans la transition de la SFIO au Parti socialiste et dans la structuration de ce dernier, est aussi révélée dans les travaux de Laurent Jalabert dans sa thèse "*La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 du congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*"²⁰. Enfin, nous citerons une dernière thèse, celle de Emeric Brehier intitulée "*Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*"²¹, qui s'attarde sur les différentes revues publiées par le CERES, qu'ils s'agissent à la fois des *Cahiers du CERES*, *Frontière* ou *Repères* et de l'influences qu'elles ont pu avoir sur le militant socialiste de l'époque.

Au regard du sujet que nous avons décidé de traiter dans ce mémoire, il nous fallait trouver un corpus de sources capable de répondre à nos hypothèses et nos interrogations de

18 VERRIER Benoît, "*Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au PDC* ", 590 p., thèse pour le doctorat de science politique, université Maurice Schuman, Strasbourg 3, décembre 2003, sous la direction de Brigitte Gäiti

19 FLANDRE Christelle, "*Approcher la social-démocratie. Le regard du parti socialiste sur la social-démocratie allemande, 1971-1981* ", 309 p, mémoire de maîtrise d'histoire, université de Paris 1, CHS du XXe siècle, juin 2005, sous la direction de Frank Georgi et Annie Fourcaut

20 JALABERT Laurent, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 du congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, 811 p, mémoire pour l'Habilitation à diriger des recherches, Institut d'études politiques de Paris, centre d'histoire de Science Po, 2008, sous la direction de Jean-François Sirinelli

21 BREHIER Emeric, *Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, 771 p, thèse de doctorat de science politique, Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 2000, sous la direction de Pierre Avril

départ. A notre sens, notre sujet concerne deux grandes parties, le Parti socialiste français de 1966 à 1986 (et la gauche en général) et l'Europe. Le CERES étant un courant qui n'a jamais exercé le pouvoir, il nous paraissait inadéquat de se tourner vers des archives diplomatiques traditionnelles du fait que le mouvement n'a jamais exercé le pouvoir. Nous nous sommes donc tournés vers d'autres ressources, la première ressource vers laquelle nous avons décidé de nous tourner sont les articles de presse de l'époque. Le mensuel *Le Monde Diplomatique* répondait à plusieurs critères, c'est un journal politisé à gauche qui s'intéresse aux évolutions politiques des partis et est donc au fait de l'existence du CERES mais il a aussi la particularité de se spécialiser sur le traitement des questions géopolitiques et des relations internationales. Ce traitement de l'information nous apporte donc de nombreuses informations d'époque sur des sujets comme la construction européenne.

Pour traiter du parti socialiste et trouver des sources sur le CERES, nous nous sommes d'abord tournés vers les *Archives socialistes* de la Fondation Jean Jaurès qui depuis quelques années ont pour objectif de compiler différents documents sur le socialisme français. L'un des avantages des *Archives socialistes*, et surtout dans ce contexte de pandémie de coronavirus, est la numérisation des archives récupérées au fil des années. On y retrouve des revues politiques, des documents administratifs, des statuts du parti etc. En plus des archives numériques de la fondation Jean Jaurès, nous avons aussi pris contact avec l'Office universitaire de recherche socialiste (l'OURS) pour accéder à différents fonds d'archives non numérisés sur le site de la fondation. Dans ces différentes archives issues du mouvement socialiste, nous avons pu récupérer les rapports écrits des différents congrès du parti socialiste qui rythment la vie du mouvement. L'un des avantages de ce sujet de mémoire en terme d'accessibilité de sources, c'est l'importante production écrite des membres du CERES, qui par le biais d'ouvrages politiques ou de revues politiques n'hésitent pas à théoriser leurs idéologies politiques permettant ainsi d'avoir des documents écrits expliquant la position du courant sur de nombreux sujets économiques, sociaux ou géopolitiques.

Comme nous l'avons déjà écrit un peu plus tôt dans notre mémoire, il nous semble important de le réaliser à l'aide de témoignages issus d'entretiens avec des personnes ayant fait partie du CERES ou ayant eu des contacts privilégiés avec le courant afin de pouvoir trouver des réponses solides à nos interrogations. Dans cette optique, nous avons réalisé une liste de personnalités politiques ayant été membres du CERES pour pouvoir les contacter.

Cependant quelques problèmes se posent à nous, la première est la disparition des meneurs du mouvement tels que Didier Motchane, Georges Sarre ou Pierre Guidoni. La seconde est qu'à notre connaissance, il n'existe pas de registre de l'époque contenant les noms des membres du courant ce qui aurait pu nous permettre de facilement identifier les personnes à interroger. Néanmoins malgré ces inconvénients, nous avons pu dresser une liste de personnalités que nous estimons intéressant d'interroger tout en sachant que nous n'avons pas beaucoup d'informations sur leur réelle influence au sein du mouvement à l'époque. Nous estimons aussi qu'il serait intéressant d'interroger des personnes n'ayant pas été au CERES mais qui ont travaillé sur le sujet et participé à perdurer l'histoire du mouvement. Nous pensons notamment à Gaël Brustier et Jean-Paul Pages qui ont tous les deux participé à la création d'une collection *Archives du CERES* qui reprend les textes du CERES pour en faire des livres thématiques sur différents sujets. Dans le cadre de ce travail de recherche de sources orales, nous nous sommes tournés vers un courant historiographique en plein développement. Il s'agit de l'histoire du temps présent. C'est un courant qui dépasse le cadre de la nation pour faire de l'histoire et qui va s'intéresser à des phénomènes politiques et historiques dont les faits vont être rapportés par l'utilisation de témoignages oraux ou visuels. Les objets d'études de l'histoire du temps présent sont divers, ils peuvent traiter de sujets comme la Shoah, le régime de Vichy ou bien la décolonisation et la guerre d'Algérie mais ils se situent tous dans un rapport temporel qui se place à l'échelle d'une vie humaine. Cette temporalité rapprochée sera d'ailleurs reprochée aux chercheurs de ce courant, leurs opposants estimant qu'ils n'ont pas assez de recul sur les événements traités. Dans le cadre de notre mémoire, il nous semblait nécessaire de se renseigner sur l'histoire du temps présent et notamment sur les méthodes nouvelles qu'elle a apportée. En effet, l'article de Florence Descamps, portant sur le statut juridique, les contraintes et les règles d'utilisation d'un entretien à valeur historique,²² nous a interpellé dans la manière de réaliser nos entretiens. La question de la valeur du témoignage, de la construction d'une relation avec le témoin et les différences entre les propos retenus par l'historien après l'entretien et ceux énoncés par la personne interrogée nous ont paru être des axes de travail auxquels il fallait être particulièrement vigilant.

22 DESCAMPS Florence, « L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation », *Histoire@Politique*, 2007/3, n°3

Chapitre 2 : 1966-1986 : le CERES , 20 ans de lutte politique et de militantisme

2.1 Fondation et chronologie du courant

Le CERES est né sous l'impulsion de plusieurs jeunes énarques en 1966, Jean Pierre Chevènement, Didier Motchane et Alain Gomez, au retour de la guerre d'Algérie. Ne trouvant pas d'offres politiques convenables à leurs yeux, ils ont estimé qu'ils étaient nécessaire de créer par eux même cette nouvelle offre politique.²³ A l'époque la gauche française se divise en plusieurs partis. On retrouve le Parti communiste français, premier parti d'opposition et première force de gauche, le Parti socialiste unifié, parti né suite à la décision de la SFIO de soutenir la guerre en Algérie et se positionnant entre le PCF et la SFIO. Cette dernière n'a plus sa popularité d'antan et pour y remédier, la SFIO participe à la création de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) qui regroupe plusieurs partis politiques de gauche non-communiste et de centre gauche. On y retrouve la Convention des institutions républicaines (CIR) de François Mitterrand, le Parti radical, l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS) et l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG).²⁴ Chevènement et ses amis vont alors se tourner vers la SFIO et proposer leur aide à Guy Mollet, premier secrétaire du parti, mettant en avant leur capacité de rédaction et leur position d'énarque. Le CERES va se structurer rapidement, ils participent activement à la vie du parti en investissant les milieux politiques de la capitale notamment chez les étudiants où ils se retrouvent en opposition avec un autre mouvement rassemblant la jeunesse socialiste autour de Pierre Mauroy, le Centre d'étude et de promotion (CEDEP).²⁵ D'abord peu nombreux, le nouveau mouvement va être rapidement rejoint par Georges Sarre, fondateur de l'association des postiers socialistes de Paris, qui amène avec lui de nombreux militants pour le CERES.²⁶ C'est à cette époque que le mouvement commença à publier sa revue politique *Les Cahiers du CERES*, animée par Didier Motchane, et ce pour quelques dizaines années.

23 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

24 BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France. Volume 2. XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004

25 CONORD Fabien, Le parti pour enjeu : les jeunes générations de la SFIO dans les années 1960, *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2007/2 (n° 8), p. 55-68

26 CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

L'agitation politique qui éclata en France à la fin des années 60 permit aux membres du CERES de peu à peu se rapprocher des figures politiques importantes du socialisme français. Une relation privilégiée se noua avec François Mitterrand qui fit appel aux énarques du CERES pour lui rédiger des notes politiques. Le départ du Général de Gaulle suite aux événements de mai 68 et sa défaite au référendum l'année suivante amenèrent les membres du CERES à se porter candidats sur les différentes élections ce qui permit au CERES de dépasser son cadre parisien et de se lancer à la conquête de nouvelles fédérations telles que celles d'Ille-et-Vilaine, du Nord, à Belfort ou encore en Alsace.²⁷ L'échec de la SFIO à accéder au pouvoir lors de l'élection présidentielle de 1969, qui vit François Mitterrand se retirer de la course et vit l'investiture de Gaston Defferre comme candidat de la gauche non-communiste, provoque un léger séisme au sein de la gauche socialiste. Ne rassemblant que 5 % des voix, le revers que venait de subir la candidature socialiste poussa le parti à se réformer, c'est pourquoi fut fondé le Nouveau Parti socialiste au congrès d'Issy-les-Moulineaux en juillet 1969. L'ensemble des courants socialistes étaient rassemblés dans ce nouveau parti, seul la CIR de François Mitterrand manquait à l'appel et les tractations entre les deux mouvements se poursuivaient. Dans le même temps, le CERES poursuivait sa route en prenant le contrôle de la fédération de Paris grâce au travail de sappe de Georges Sarre et des militants parisiens. Très rapidement la possible arrivée de François Mitterrand au sein du Nouveau parti socialiste ne fait plus aucun doute, elle est officialisée lors du Congrès d'Epinay du 11 au 13 juin 1971. Une terrible bataille s'engagea pour la prise du contrôle du nouveau parti et le CERES allait jouer un rôle déterminant dans cette escarmouche qui allait marquer la gauche pour plus de 20 ans.

Rassemblée à ce congrès, à l'exception du PSU, l'ensemble de la famille socialiste doit voter pour désigner la nouvelle direction du parti. Plusieurs forces s'opposent, c'est à la fois une opposition sur les idées et la future orientation du parti mais aussi une lutte de pouvoir entre personnalités politiques. On retrouve une coalition menée par Alain Savary et Guy Mollet, rassemblant la vieille garde de la SFIO et qui compte bien conserver le contrôle du parti en gardant sa ligne de refus d'union exclusive de la gauche avec les communistes,

²⁷ CHARZAT Michel, TOUTAIN Ghislaine, *Le CERES [Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes], un combat pour le socialisme*, Calmann Levy, Paris, 1975

une autre coalition plus hétéroclite dirigée par Gaston Defferre et Pierre Mauroy, qui a la particularité d'être la motion la plus puissante en terme d'effectif du fait de l'alliance des fédérations du Bouches du Rhône et du Nord, les deux plus grosses fédérations les plus pourvues en délégués à ce congrès. Cette alliance du nord et du sud est considérée comme l'aile droite du mouvement car plus proche des centristes, à l'inverse, l'aile gauche du parti socialiste est divisée entre les soutiens de Jean Poperen, ancien dirigeant du PSU et partisan de l'Union de la gauche, d'un côté et de l'autre les membres du CERES qui sont eux aussi partisans d'une alliance avec le Parti Communiste ainsi que la conception d'un programme commun de gouvernement. Enfin, on retrouve les soutiens de Mitterrand rassemblés au sein d'une même motion dont l'objectif principal est de faire de ce dernier le futur dirigeant du parti.²⁸ L'ensemble de ces motions ne sont pas d'accord sur le mode de scrutin à utiliser pour procéder à l'élection, notamment la motion Mollet et Savary qui souhaite limiter la représentation des petits courants, à l'inverse le CERES souhaite voir une plus grande représentativité des courants. Ce sera la proposition du CERES qui fut finalement retenue permettant au courant de Jean-Pierre Chevènement d'obtenir un rôle d'arbitre très important. En effet, au second soir du congrès, un premier rapport de force s'est installé, les motions de Mollet et Savary et celle de Mauroy et Defferre sont toutes les deux au coude à coude avec près de 34% des suffrages pour les premiers et 30 % pour les seconds. Ils sont suivis par les amis de Mitterrand qui obtiennent 15 % des voix puis par Jean Poperen et ses troupes avec 12 % des votes puis enfin le CERES avec 8,5% des suffrages.²⁹

Rapidement les tractations entre les différents camps se mettent en place et aboutissent à une opposition entre deux coalitions. La première est formée de la motion de Pierre Mauroy et celle de Mitterrand qui veulent à tout prix mettre fin au règne des caciques de la SFIO, de l'autre Jean Poperen rejoint l'ancienne majorité molletiste refusant de s'allier avec les courants les plus favorables à l'alliance avec les centristes. Aucun des deux camps n'arrive à obtenir la majorité, les premiers rassemblent sur le papier 45 % du vote des délégués contre

28 CASTAGNEZ Noëlline, MORIN Gilles (dir.), *Le Parti socialiste d'Epinay à l'Elysée 1971-1981*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015.

29 JALABERT Laurent, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 du congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, 811 p, mémoire pour l'Habilitation à diriger des recherches, Institut d'études politiques de Paris, centre d'histoire de Science Po, 2008, sous la direction de Jean-François Sirinelli

46 % des voix pour les Molletistes. Le CERES se retrouve donc à un carrefour et c'est grâce à cette décision historique que le mouvement va prendre son envol. Rapidement contacté par Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane sont conscients de l'ampleur de la décision qu'ils doivent prendre mais les membres du CERES sont méfiants devant les tentatives de l'aile droite du parti pour leur faire rejoindre leur camp.³⁰ Le CERES posa tout de suite ses conditions, dans la nouvelle motion qui doit les réunir à François Mitterrand et Pierre Mauroy : l'établissement d'un programme commun et l'ouverture de négociations avec les communistes en vue d'un accord de gouvernement pour diriger le pays, basé sur le futur programme commun. Les dirigeants du CERES furent étonnés devant la rapidité avec laquelle l'aile droite du parti et Mitterrand acceptèrent cette condition. Leur donner la possibilité de prendre le contrôle du parti semblait être plus importante que leurs idées.³¹ Lors du dernier jour du congrès, le vote décisif eut lieu et vit la victoire de la motion portée par François Mitterrand avec 51,3 % des votes exprimés, suite à ça, Pierre Mauroy fut choisi comme nouveau secrétaire et plusieurs membres du CERES entrèrent à la direction du parti. La ligne du CERES qui n'avait rassemblé que 8,5 % des voix lors du premier jour vit son influence s'accroître sur le parti et voir son plan idéologique d'union de la gauche être adopté par la majorité du parti.

Dès la fin du Congrès d'Épinay, Jean-Pierre Chevènement et ses amis du CERES sont directement mis à contribution par François Mitterrand pour rédiger le programme commun. Dès mars 1972, le programme commun, naît en grande partie de l'idéologie portée par le CERES, est approuvé au congrès de Suresnes, les projets de nationalisation y sont nombreux tout comme l'influence du CERES sur les questions de défense et de relations internationales. C'est sur ces questions internationales que commencèrent à émerger des tensions entre le CERES et le camp Mitterrandien, néanmoins, le programme commun de gouvernement fut signé avec la direction communiste quelques mois plus tard en juin 1972. Cet accord historique pour la gauche française permit au Parti socialiste d'enclencher une dynamique électorale positive qui l'amena à se hisser à un point d'écart avec les communistes aux élections législatives de 1973 avec 20 % des voix. Le CERES a vu élire certains de ses

³⁰ CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

³¹ Mitterrand avait déjà été le candidat de l'union de la gauche en 1965, ici, nous pointons surtout la rapide acception de Pierre Mauroy et Gaston Defferre qui avaient pourtant de nombreuses divergences avec certaines positions du CERES.

membres parmi les 102 députés socialistes élus à cette occasion. Le mouvement continua son envol en rassemblant, quelques semaines plus tard, près de 20 % des délégués socialistes au congrès de Grenoble qui vit aussi la suprématie mitterrandienne s'installer avec 65 % des voix. Le CERES se maintient dans la majorité du parti en rejoignant la synthèse proposée par Mitterrand qui voit la ligne d'Épinay maintenue.

L'année 1974 a été marquée par deux événements pour le parti socialiste. Le premier fut la décès du président Pompidou qui comme le veut la constitution entraîne l'organisation de nouvelles élections présidentielles. Le second événement fut le rapprochement de Michel Rocard, dirigeant du PSU, avec François Mitterrand et le parti socialiste ce qui allait bouleverser la place du CERES dans le parti. En effet, le CERES se retrouva écarté de l'équipe de campagne du candidat de l'Union de la gauche au profit de Michel Rocard et de Jacques Attali. Ces derniers influencèrent la campagne socialiste vers un discours plus complaisant avec les électeurs centristes évitant ainsi de se référer au programme commun qui effraye une partie de l'électorat modéré en raison de l'accord avec les communistes. La défaite de François Mitterrand à quelques centaines de milliers de voix passe pour une victoire aux yeux du CERES, la ligne du programme commun a permis à la gauche de se retrouver aux portes du pouvoir et a fait exploser le nombre de militants au sein du Parti socialiste. Cependant l'officialisation de l'arrivée de Michel Rocard marque une fracture pour le CERES, d'abord enjoué à l'idée que des militants du PSU rejoignent le parti socialiste du fait des proximités idéologiques qui existaient entre le CERES et le PSU, les rocardiens préférèrent s'allier avec la majorité mitterrandienne provoquant d'ailleurs une scission dans la rédaction de la revue *Frontière*.³² Les mésaventures continuent pour le CERES lorsque, quelques mois plus tard à l'occasion du congrès de Pau en février 1975, les membres du CERES sont rejetés dans la minorité du parti suite à son score de 25 % et le refus de la majorité de réaliser une motion de synthèse³³. Cette période au cours de laquelle le CERES a été relégué dans la minorité a duré jusqu'en 1979, elle s'explique par le fait que Mitterrand n'a plus besoin de Chevènement et de ses amis pour obtenir la majorité au sein du parti et qu'il considère le courant comme une menace au vu de la progression qu'il a réalisé aux

32 Gilles Martinez co-directeur de la revue fera le choix de revenir vers Michel Rocard et entrainera des poursuites judiciaires pour conserver la revue *Frontière*, ce qui amènera à la création de *Repères* par les membres du CERES

33 PESKINE Jacques, « Le congrès de Pau », *Frontière (CERES)*, n°22, avril 1975, p. 4-21

différents congrès.

Les socialistes vont enchaîner les succès électoraux, vainqueurs des cantonales en 1976 et aux municipales en 1977, le programme de l'union de la gauche leur permet de siphonner peu à peu les voix des communistes ce qui entraîne la rupture du pacte par la direction communiste suite aux élections municipales. En interne, c'est le moment choisi par Michel Rocard pour dévoiler ses ambitions présidentielles, au congrès de Nantes quelques semaines après les municipales. L'ancien dirigeant du PSU théorise une opposition entre deux gauches : « *la deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche, jacobine, centralisatrice et étatique* »³⁴ mais reste tout de même dans la majorité du parti tandis que le CERES continue dans son rôle d'opposition interne. La désunion de la gauche lors des élections législatives de 1978 empêche d'obtenir la majorité à l'assemblée nationale mais dans le rapport de force entre socialistes et communistes, ce sont désormais les premiers qui possèdent le leadership en ayant rassemblé un million de voix de plus que les seconds. L'élection présidentielle de 1981 avançant à grand pas, les socialistes se rassemblent à Metz en 1979, ce congrès est capital pour désigner la direction qui siègera lors de l'élection présidentielle et qui donnera un avantage important au camp du futur candidat qui en sortira vainqueur. Ce congrès est marqué par un retournement d'alliance qui est favorable aux membres du CERES, délaissé par Pierre Mauroy qui préfère s'allier à Michel Rocard sur une ligne sociale-démocrate. François Mitterrand doit s'allier avec le CERES qu'il avait pourtant lui même relégué dans la minorité il y quatre ans. Cette nouvelle alliance renforce la ligne politique du parti issue du Congrès d'Epinais et permet au CERES de réintégrer la direction, ses membres participent activement à la conception et à l'actualisation du programme socialiste en vue de la campagne présidentielle. Le projet Socialiste, qui se voulait être très à gauche sur les questions économiques en reprenant les idées portées par le CERES, a été accepté par la majorité du parti, les opposants comme Michel Rocard ne souhaitant pas s'y opposer. L'accession de François Mitterrand à la présidence de la république en 1981 marque le déclin progressif du CERES en tant que force politique. Si le mouvement a marqué la ligne du parti et lui a permis d'accéder au pouvoir, il est peu à peu intégré à la majorité mitterrandienne. Nommé ministre de l'industrie et de la

³⁴ Michaël Fœssel, *De Rocard à Julliard, vie et mort de la deuxième gauche*. libération.fr, 25 janvier 2011

recherche, Jean-Pierre Chevènement assiste impuissant à la transformation progressive de la politique économique de l'ancien candidat socialiste. Conseillé par ses proches, notamment Jacques Delors, ministre de l'économie, le président Mitterrand fait le choix de renoncer au programme de transformation sociale qu'il tente de mettre en place. Cette nouvelle doctrine est définitivement adoptée en 1983 avec le tournant de la rigueur qui voit la France faire le choix du néo-libéralisme économique.³⁵ Le CERES est désormais un mouvement isolé au sein du parti, isolé à l'aile gauche du parti, son intransigeance idéologique vis-à-vis de la nouvelle politique gouvernementale la coupe de tout soutien. De plus, le CERES n'est pas assez puissant pour peser sur la ligne gouvernementale et aucune alliance ne semble pouvoir se dessiner avec d'autres organisations. Lors du congrès de Bourg-en-Bresse, le CERES atteint difficilement les 18% des mandats, les soutiens se font moins nombreux du fait de l'allégeance au pouvoir présidentiel.

Le CERES, mené par Jean-Pierre Chevènement, commence alors à faire sa mue, en 1986, le mouvement se renomme Socialisme et République et décide de rester au sein de la majorité du parti. Cette mutation continue au fil des années, le mouvement abandonne ses origines marxiste et socialiste pour devenir un mouvement pleinement républicain. Le courant devient un parti en 1993 suite à son départ du Parti socialiste en raison de son opposition à la Guerre du Golfe qui voit la France socialiste soutenir la politique extérieure américaine.³⁶

2.2 Les objectifs politiques du CERES et son organisation

Le CERES s'est défini comme un mouvement socialiste dès sa création. La volonté de ses membres de réanimer une gauche socialiste moribonde, qui doit son état à sa division sur la guerre d'Algérie et sur son incapacité à incarner l'opposition à la droite gaulliste, se forme sur la nécessité d'incarner un gauche socialiste radicale et de rupture. Pour cela, le courant veut se positionner sur l'aile gauche de la SFIO et militer pour une alliance avec le Parti communiste français. Son objectif est de réaliser l'avènement au pouvoir d'une force politique socialiste capable de remettre en cause le système politique et capitaliste afin de le remplacer

35 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

36 VERRIER Benoît, Les transformations d'une marque politique. Du CERES au MDC, *Les formes de l'activité politique*, 2006, p. 103-122

par un projet socialiste qui changerait la France mais aussi les autres pays d'Europe. Le CERES se caractérise par un idéal politique socialiste où l'idéologie est fortement ancrée dans les discussions et les actions du mouvement. Il se refuse à tout pragmatisme idéologique, c'est à dire, accepter que ses idées soient mises en retrait pour conserver sa position et ses fonctions.³⁷ Dès sa création, le mouvement va se revendiquer du marxisme tout en adhérant à un parti social-démocrate traditionnel européen qu'est la SFIO. Le CERES va incarner au sein de la SFIO vieillissante et du tout jeune Parti socialiste, une frange radicale de la social-démocratie qui se positionne à mi-chemin entre le socialisme réformateur et le communisme. L'idéologie marxiste est solidement ancrée dans les revendications du courant mais on y retrouve aussi une dialectique marxiste inspirée de l'idéologie du penseur allemand et de ses héritiers revendiqués comme Lénine. On peut aussi noter que l'acronyme du courant renvoie directement à la divinité romaine de l'agriculture dont les attributs sont la faucille et la corne d'abondance, deux symboles qui se rapportent au communisme et au socialisme, preuve de leur attachement à ces idées et de leur volonté marquée de se positionner sur cette voie là. Toutefois, le mouvement est bien conscient des limites de la social-démocratie qui « représente la déformation la plus ancienne que le mouvement ouvrier ait subie sous l'influence des classes dominantes » mais rejette aussi toute forme de léninisme « La conception léniniste du parti n'est pas non plus satisfaisante. Elle constitue dans son principe même une dénaturation du socialisme. ».³⁸

Dans son organisation quotidienne, le CERES s'intègre donc dans le Parti socialiste comme l'un de ses courants les plus à gauche. Au fil des congrès et des opportunités politiques, le CERES se placera soit dans la majorité proche de François Mitterrand soit dans la minorité pour tenter d'imposer sa ligne. Le rapport de force ne fut jamais en la faveur de l'aile gauche du PS qui ne réussit jamais à dépasser les 25 % des motions lors d'un congrès. Le CERES pu travailler avec l'aile droite du parti, incarnée par Pierre Mauroy, ou encore l'aile rocardienne, animée par Gilles Martinet ou Michel Rocard une fois qu'il ait rejoint le parti, même si les divergences politiques étaient nombreuses sur différents sujets mais aussi

37 Ici, nous parlons de pragmatisme qui amènerait le courant à se renier idéologiquement à une échelle nationale, Jean- Pierre Chevènement a préféré démissionner de son poste de ministre en 1983 plutôt que de participer au tournant à la rigueur. Nous différencions ce style de pragmatisme avec celui qui a été exercé avec succès lors des Congrès du Parti Socialiste, où le CERES n'hésitait pas à s'allier avec l'aile droite du PS pour obtenir la majorité et faire avancer ses idées.

38 CHARZAT Michel, *Le CERES par lui-même*, Poche-Bourgeois, Paris, 1979

dans la manière de penser et faire la politique. A l'inverse d'une grande partie du PS, le CERES assumait clairement sa position de refuser un alignement diplomatique sur celui des États-Unis. Sur les questions économiques, le mouvement était plus proche des communistes notamment sur la nationalisation des secteurs économiques clés, là où une partie des socialistes défendait déjà une forme de liberté d'entreprendre devenue aujourd'hui majoritaire dans la social-démocratie européenne.³⁹ Exceptées les différences programmatiques, le CERES se détache des autres courants socialistes par son organisation, il ressemble plus à un parti politique au sein du PS.

En effet, le mouvement possède son propre secrétariat, son trésorier, ses propres instances dirigeantes ainsi que sa propre revue politique. C'est un véritable mouvement qui s'organise sur l'ensemble de l'hexagone. Les prises de décision se font selon le modèle délibératif de centralisme démocratique, l'ensemble des dirigeants du CERES font part de leurs positions et les défendent devant leur pairs puis la décision est prise collégalement ou par un vote. Une fois la décision prise, la ligne doit s'appliquer et l'ensemble des militants et dirigeants doit la soutenir et la défendre.⁴⁰ Pour réaliser son projet d'instaurer un socialisme politique en France, le mouvement va reprendre une forme de théorie marxiste qu'est l'avant garde marxiste. Le CERES entend partir d'un petit noyau politisé, une avant-garde éclairée, qui donne la direction à tenir et qui participe à l'éducation de la masse. Pour réaliser cette éducation, le courant va développer une véritable méthode de politisation auprès de ses militants et de ses sympathisants. Pendant l'ensemble de son existence, le CERES va éditer une revue politique qui prendra plusieurs noms, d'abord *Cahiers du CERES*, puis *Frontières*, et enfin *Repères*. Les revues évolueront même après la dissolution du CERES en 1986. Ces revues politiques permettent au mouvement d'avoir leur propre tribune à l'instar des partis de gauche du début du XXème siècle, qui possédaient leur propre journaux, ou encore comme l'Humanité avec le PCF. Néanmoins, ces revues politiques n'ont pas un tirage aussi élevé que ces journaux, ce sont des revues de niches qui sont partagées par les militants mais qui permettent entretenir le lien social et politique dans l'ensemble des sections socialistes du pays.⁴¹ Au sein de ces revues, les sujets traités sont nombreux et variés, tirés tous les deux

39 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Avant le congrès de Grenoble, les différentes motions en présence », *Frontière*, n°7, juin 1973, p. 6-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133892>

40 Entretien avec Jean-Yves Autexier

41 BREHIER Emeric, *Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, 771 p,

mois, ils traitent à la fois de sujets nationaux comme de sujets internationaux. Le CERES s'intéresse beaucoup à l'évolution des forces socialistes à travers le globe, des pages entières furent dédiées à la révolution des œillets au Portugal et ses conséquences^{42 43} ou encore le poids que fait peser les États-Unis sur l'Europe^{44 45}. Cette veille politique permet au CERES de questionner et d'informer son propre logiciel politique et de questionner ses positionnements ainsi que ses idées avec d'autres tentatives de projet socialiste. C'est aussi un premier moyen pour le CERES de se créer un réseau politique à l'étranger par le biais d'entretiens avec des personnalités politiques socialistes d'autres pays.⁴⁶ La politisation des sympathisants du courant ne se limite pas qu'à la publication de revues politiques, un véritable travail de terrain est effectué avec l'organisation de colloques, de réunion d'information et même d'écoles populaires.⁴⁷ Souvent organisés lors des week-ends ou lors des congés, ces rassemblements populaires et éducatifs permettent au mouvement de former politiquement sa masse en lui inculquant les notions politiques nécessaires à la lutte tant sur le terrain politique que dans le monde salarié.⁴⁸ Ces réunions permirent au CERES de constituer de nombreux noyaux militants dans toute la France, lui assurant ainsi de peser dans les différentes sections locales du PS.⁴⁹ L'approche du CERES est bien différente de celles de ses camarades des autres courants socialistes, il y a une véritable volonté de former la classe ouvrière à la lutte politique. C'est une forme de mission émancipatrice que s'est donné le courant afin de permettre au peuple de se s'instruire politiquement pour voir se libérer

thèse de doctorat de science politique, Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 2000, sous la direction de Pierre Avril

42 MOTCHANE Didier, « Portugal : contrer l'offensive de la réaction », *Repères*, n°25, septembre 1975, p. 6-27 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150046>

43 MOTCHANE Didier, « Portugal : la montée des périls », *Repères*, n°26, octobre 1975, p. 40-45 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150123>

44 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Chevènement, retour d'US : les Etats-Unis et l'Europe », *Repères*, n°27, novembre 1975, p. 4-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150200>

45 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Europe dans l'équilibre Russo-Américain », *Frontière*, n°3, février 1973, p. 45-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133614#sessionhistory-ready>

46 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Les socialistes dans la social-démocratie allemande : un entretien de Frontière avec Wolfgang Roth président des JUSOS », *Frontière*, n°3, février 1973, p. 4-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133614#sessionhistory-ready>

47 Entretien avec Jean-Yves Autexier

48 Entretien avec Jean-Marie Pernot et Jean-Paul Pagès

49 CHARZAT Michel, TOUTAIN Ghislaine, *Le CERES [Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes], un combat pour le socialisme*, Calmann Levy, Paris, 1975

politiquement et arriver démocratiquement à l'émergence d'une France socialiste. Par de nombreux aspects théoriques et pratiques, ce courant socialiste est plus proche des grands partis de masse communiste qu'ont connu l'histoire que des partis sociaux-démocrates traditionnels.

Au niveau programmatique, le CERES entend réaliser l'union de la gauche, le courant veut être un pont entre le PCF et socialiste, et pour cela les membres du courant vont pousser pour la réalisation d'un programme commun avec les communistes. Dans ce programme, qui sera adopté par les deux formations politiques le 27 juin 1972, on peut y voir l'apport important du CERES. Sur les questions économiques et sociales, le mouvement a poussé pour l'inclusion de mesures d'autogestion et de participation au sein des entreprises publiques et privées au profit des salariés et des travailleurs.⁵⁰ L'autogestion sera d'ailleurs l'un des chevaux de bataille du CERES, proche des milieux syndicaux du fait de son implantation militante dans les différentes corporations, le courant poussa pour une meilleure prise en compte de l'avis des salariés au sein des entreprises. En effet, le CERES ira même jusqu'à définir l'autogestion comme un moyen d'émanciper les travailleurs de l'aliénation du travail :

« La libération de l'homme dans son travail pose des exigences que la diminution du temps de travail, l'élimination progressive des tâches répétitives par l'automation, ou une répartition plus égale des travaux entre l'ensemble des travailleurs ne pourront épuiser »⁵¹.

Autre thème économique défendu par le CERES, celui de la défense de l'industrie française qu'il considère nécessaire pour la France si elle veut continuer un jour à jouer un rôle prépondérant dans une société de plus en plus mondialisée. Jean-Pierre Chevènement et ses pairs font le constat que la sauvegarde et le développement du tissu industriel national assurent à la France sa souveraineté de production dans de nombreux domaines (production agricole, métallurgique ou encore militaire) assurant de fait la souveraineté économique de la nation mais renforce aussi le poids de la classe ouvrière dans la vie économique et politique du pays.⁵² Pour protéger cet essor industriel, le mouvement veut appliquer une politique protectionniste et en finir avec le libre-échangeisme capitaliste qui renforce la concurrence

⁵⁰ Entretien avec Michel Charzat

⁵¹ MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes, 1967-2017*, Cerf, Paris, 2019

⁵² MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le Socialisme*, Seghers, Vichy, 1973

entre les peuples mais aussi au sein même de la classe ouvrière. Dans les revendications du CERES, on retrouve aussi la volonté de préserver les services publics, le mouvement se revendique même de défendre le projet né de la libération en 1945 : le Programme du conseil national de la résistance.⁵³ Le CERES défend l'idée, à l'inverse de la 2ème gauche de Michel Rocard, que l'état centralisateur et jacobin ne doit pas être combattu mais au contraire, il doit être investi pleinement pour le libérer de son carcan bourgeois pour ainsi être mis au service de la collectivité et du projet socialiste.⁵⁴ La vision des membres du courant peut être résumée ainsi. L'État est le moyen adéquat pour renverser la domination capitaliste, il permet aux citoyen et travailleurs de les protéger socialement et économiquement de la prédation du marché capitaliste. Une fois cet État devenu pleinement socialiste, le peuple pourra s'émanciper économiquement mais aussi culturellement car les moyens de régulations de l'état mis à son service permettra au peuple de pouvoir vivre mieux et différemment notamment par la poursuite des acquis sociaux.

L'approche théorique et pratique de la politique par le CERES détonne par rapport à son positionnement politique au sein de la social-démocratie française et européenne, son ancrage dans le socialisme traditionnel et ses accointances avec le PCF permettent au PS de radicaliser son discours, malgré les dissonances programmatiques qu'il peut exister entre les différents courants du parti à la rose notamment sur les questions européennes et internationales.

53 Entretien avec Michel Charzat

54 CHARZAT Michel, *Le CERES par lui-même*, Poche-Bourgeois, Paris, 1979

Chapitre 3 : La critique Européenne du CERES, le rejet de l'Atlantisme et du néo-libéralisme

L'une des principales critiques faites par le CERES est l'influence des américains sur la Communauté européenne. Désignées sous le terme d'atlantisme, les membres du CERES estiment que les actions américaines en Europe empêchent l'avènement d'un véritable projet européen socialiste et qu'accepter l'alliance américaine revient à poursuivre l'alignement à l'ouest. Le projet européen est aussi critiqué en raison des aspects économiques. La perte de souveraineté ajoutée aux directives économiques prises par les décisionnaires européens rendent caduque l'espoir d'une Europe sociale selon le CERES. Le néo-libéralisme n'est pas acceptable pour un mouvement se revendiquant du marxisme.

3.1 L'influence des États-Unis d'Amérique sur la construction européenne

Très tôt dans la formation du mouvement, les membres du CERES vont alerter sur les dangers de l'alignement français sur les positions diplomatiques américaines. En effet, la critique de la politique diplomatique atlantiste est double, que ce soit dans les rapports avec les autres nations du monde mais aussi au sein de la jeune communauté européenne. La défiance du CERES vis à vis des États-Unis s'inscrit dans la critique faite par les mouvements de gauche de rupture et anticapitalistes qui assimilent les états-uniens à une nation impérialiste et néo-libérale responsable de la poursuite des tensions dans de nombreux endroits sur le globe (Asie, Amérique du sud, Europe). Ce n'est pas pour autant que le mouvement se positionne comme un soutien de l'URSS. En effet, si le mouvement semble plus proche idéologiquement des idées portées par le régime soviétique, le CERES critique tout autant la politique impérialiste soviétique qui pèse sur les nations de l'Europe de l'est.⁵⁵ La position défendue par Jean-Pierre Chevènement et ses camarades est la suivante, la France se doit de pouvoir être un interlocuteur entre les deux blocs et affirmer sa souveraineté nationale. Cela passe par un rejet de l'alignement atlantiste soutenu par une partie de la

55 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Europe dans l'équilibre Russo-Américain », *Frontière*, n°3, février 1973, p. 45-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133614#sessionhistory-ready>

gauche et des libéraux qui considèrent que le non-alignement de la France la pousserait à s'isoler diplomatiquement des autres pays européens et l'affaiblirait considérablement. A ces critiques le CERES y répondra qu'au contraire :

« Les premières exigences de la Gauche à l'égard de la politique extérieure de la France depuis le 10 mai 1981, c'est de protéger, contre un environnement international défavorable, le changement social et politique qu'elle s'est engagée à conduire dans ce pays. Il est vrai que cette préoccupation défensive comporte nécessairement l'ambition d'élargir, autant que possible, une marge de manœuvre qui ne pourrait autrement que se rétrécir »⁵⁶

Si les socialistes français veulent vraiment changer la vie des gens et amorcer une rupture avec le monde capitaliste, la France ne peut pas continuer à suivre les positions américaines quoi qu'il en coûte, car comme nous l'avons expliqué, les États-Unis ont leurs propres intérêts qu'ils défendront bec et ongles et leurs intérêts ne sont pas ceux d'un projet socialiste. La France doit dans le même temps développer une alternance diplomatique à la domination américaine et à la logique des deux blocs, elle doit incarner la solution alternative en se rapprochant de ses partenaires européens. C'est l'une des critiques que fait le CERES sur la position des gaullistes historiques de l'Union des démocrates de la République (UDR), et plus tard du RPR. Si l'aile gauche du PS et gaullistes s'accordent sur la nécessité de défendre la souveraineté nationale et de développer une politique de défense indépendante de « l'empire Américain »⁵⁷, notamment au niveau de l'industrie de l'armement et sur la poursuite du développement technologique militaire, les premiers reprochent aux seconds de ne pas proposer de réelle alternative. Ils vont fustiger ce qu'ils appellent « l'Europe Gaulloise », les gaullistes se sont limités à un nationalisme français à l'intérieur de l'Europe tout en appliquant une logique économique néo-libérale. En se refusant à mettre en place un dirigisme économique et en développant l'ensemble de l'industrie, les gouvernements de Pompidou et de Giscard d'Estaing restent dépendants des produits manufacturés américains notamment sur les nouvelles technologies informatiques.⁵⁸

56 MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes, 1967-2017*, Cerf, Paris, 2019

57 Les membres CERES n'hésitent pas à utiliser dans leurs textes cette expression pour désigner les États-Unis et ainsi appuyer leur propos sur l'impérialisme américain

58 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe*, Entente, 1979

Concernant l'Europe, le CERES dresse un portrait peu élogieux des américains, les USA sont décrits comme un prédateur politique et économique par le CERES qui fait cavalier seul et qui n'a aucun intérêt qu'un bloc européen cohérent et uni émerge.⁵⁹ Le constat fait par les membres du CERES est que les intérêts des européens divergent de ceux des américains tant sur le plan diplomatique qu'économique. Les américains veulent conserver leur chasse gardée sur un territoire qu'ils considèrent comme une tête de pont sur le vieux continent pour y diffuser à la fois leur culture via un soft-power important mais aussi empêcher la progression du communisme vers l'ouest. Cependant, le CERES fait remarquer que toute remise en cause du système capitaliste par les pays européens et la volonté de mettre en place des propositions socialistes en matière d'économie, de politique monétaire ou encore de protection sociale est mal vu par l'oncle Sam, qui voit cela comme une tentative des pays européens de quitter l'orbite atlantiste en appliquant une politique socialisante. Ce qui fait d'autant plus sens quand on connaît les projets américains de renforcer leur contrôle monétaire avec sa volonté de supprimer la convertibilité du dollar en or.⁶⁰ Le CERES émet aussi une critique plus globale sur l'effet pervers que les Etats-Unis ont sur l'Europe, ils reprochent aux Etats-Unis d'américaniser les pays européens et qu'en découle une volonté dans certaines formations politiques européennes d'aboutir rapidement à une organisation politique européenne mais qui ne se serait bâtie uniquement que sur la volonté de créer une entité supranationale qui existerait parce qu'elle doit exister. Cette entité ne serait alors qu'un jouet du grand capital et une réplique des États-Unis, aux yeux du CERES, ils poussent même l'idée que si l'Europe, qui se forme dans les années 70, ne rompt pas avec le système capitaliste et donc de fait, une Europe libérale et capitaliste, son capitalisme ne sera pas européen mais bien mondial.⁶² En s'inspirant des États-Unis, la bourgeoisie européenne veut tout simplement importer un modèle qui empêche toute politique socialiste et qui lui accorde

59 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Nixon et l'Europe », *Frontière*, n°8, juillet 1973, p. 34-37 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133963>

60 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Nixon contre l'Europe », *Frontière*, n°10, octobre 1973, p. 38-44 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134125>

61 SANDEAU Jacques, « L'enlèvement de l'Europe : l'Europe : le sens caché », *Repères* n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 104-113 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

62 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe*, Entente, 1979

une liberté totale pour faire des profits. D'autant plus que dans une Europe à caractère libéral, la création d'une entité supranationale qui se différencierait des États-Unis par sa supranationalité est impossible du fait que ce qui rassemblerait les pays dans ce projet ne serait pas un idéal européen mais plutôt une vision mondiale étant donné la volonté de la bourgeoisie européenne de s'unir pour pouvoir mieux survivre économiquement dans une économie de plus en plus mondialisée dans les années 70.⁶³

A ce portrait peu glorieux de l'Europe américanophile et bourgeoise faite par les membres du CERES s'ajoute aussi une critique plus générale, ce qu'on pourrait appeler la vassalisation ou l'abandon idéologique vis à vis des États-Unis, des partenaires européens, pour différentes raisons selon les pays, mais aussi au sein même de la gauche française. Le CERES fait le constat que les autres nations européennes ne font pas le choix nécessaire de l'abandon de l'alignement politique atlantiste alors que c'est cet alignement atlantiste qui empêche la création d'un véritable pôle socialiste autonome en Europe de l'ouest.^{64,65}

« Le cadre européen offrait à la concentration des moyens de production et aux économies d'échelles une dimension où la bourgeoisie se flattait de contenir le défi américain sans exposer sa sensibilité historique à des traumatismes trop douloureux . Il semblait proposer à la fois une ère de libre-échange relatif géographiquement et fonctionnellement suffisant et le minimum de protection jugé indispensable vis à vis des États-Unis. »⁶⁶

Prenons plusieurs exemples, économiquement les Pays-bas possèdent de nombreux entreprises compétitives sur le marché mondial mais celles-ci préfèrent se rapprocher des entreprises américaines car ces dernières ont des avancées techniques et technologiques supérieures aux entreprises européennes mais c'est typiquement ce genre d'actions économiques qui empêche la création d'une véritable alliance économique en Europe car les bourgeoisies nationales préfèrent mettre en avant leurs intérêts propres plutôt que ceux du plus grand nombre selon le CERES. Pour l'Allemagne, la poursuite de l'alliance avec les

63 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe*, Entente, 1979

64 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Chevènement, retour d'US : les États-Unis et l'Europe », *Repères*, n°27, novembre 1975, p. 4-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150200>

65 MOTCHANE Didier, « Une cabriole européenne » *Repères*, n°39, janvier 1977, p.77-78
<https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151252>

66 MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le Socialisme*, Seghers, Vichy, 1973

États-Unis lui assure une protection militaire et diplomatique que l'Europe pourrait lui fournir mais ce serait laisser à la France ce leadership.⁶⁷ Le CERES avance donc l'idée que le nationalisme des différents pays est encore bien trop présent et joue en faveur de l'hégémonie américaine car la concurrence économique portée et amplifiée par le marché commun européen, fondé par le Traité de Rome, a contribué à renforcer les inégalités entre les peuples et augmenter la défiance envers les autres pays. Au final, les grands gagnants de cette opération ne sont que la bourgeoisie européenne et les États-Unis.⁶⁸ D'autant plus que, pour le CERES, cette idée d'États-Unis d'Europe commence peu à peu à se répandre dans certains milieux de gauche, une gauche que l'on va qualifier d'américaine⁶⁹, un ensemble qui tend peu à peu à abandonner l'idée de changer le quotidien des travailleurs mais plus à défendre des valeurs morales et attaquer la notion d'État qui serait l'institution à abattre.⁷⁰ La divergence sur la position à tenir vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis sera entre autre l'une des raisons du soutien du CERES à François Mitterrand lors du congrès de Metz en avril 1979, qui permettra d'ailleurs au futur président de la république de s'imposer sur son rival Michel Rocard et d'entériner sa candidature pour la présidentielle de 1981.⁷¹

La critique du CERES sur l'alignement atlantiste est à prendre de manière globale, ce n'est pas une critique non construite qui serait dans un aveuglement primaire anti-américain et par pureté idéologique socialiste. Le CERES développe donc l'idée que les États-Unis, du fait de leur position d'allié et leader de l'OTAN et leur hégémonie, empêche toute action politique européenne qui viendrait remettre en cause son leadership ou la ligne à suivre. Pour les membres du courant, du fait de sa nature profondément libérale et capitaliste, les États-Unis ne pourraient laisser émerger une politique socialisante en France ou ailleurs en Europe, et que donc pour y remédier, la France doit sortir du carcan américain tout en ne se jetant pas dans les bras du bloc soviétique. Pour cela, la gauche du parti socialiste a travaillé sur les moyens pour réussir cette sortie de bloc, cela tient en trois mots « Indépendance et défense

67 Entretien avec Michel Charzat

68 MOTCHANE Didier, « L'indépendance pour quoi faire : Internationalisation économique contre nationalisme politique » *Repères*, n°38, décembre 1976, p. 17-35 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151167>

69 Ici, nous faisons référence au mouvement de gauche proche de Michel Rocard, des anciens du PSU, les militants politique très critique envers la place de l'État et plutôt conciliant avec le libéralisme économique et sociétale.

70 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Les penseurs de la gauche américaine », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 6-11 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

71 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

nationale ». ⁷² Dans les différentes revues rédigées par le CERES, les participants du mouvement vont au fil des années développer une véritable doctrine militaire socialiste qui doit permettre à la France de se libérer de l'emprise américaine. La rupture avec le capitalisme proposée par le programme commun de l'union de la gauche entérine de fait la rupture avec son plus fervent défenseur, les États-Unis d'Amérique, qui sont nécessaires à l'Europe uniquement sur le plan militaire, d'où la rédaction d'un projet détaillé en novembre 1977 dans la revue *Repères* ⁷³ qui décrit longuement la nécessité d'une défense indépendante pour réaliser l'application du programme commun. Dans cette contribution, le CERES insiste bien sur le fait que :

« Parler de la défense c'est donc présenter un discours cohérent avec notre projet politique, ou alors c'est d'avance confesser notre incapacité à engager véritablement un processus de rupture avec le capitalisme » ⁷⁴

Partisan affiché de la paix, le mouvement craint que l'Europe ne devienne otage des américains si un nouveau conflit majeur devait éclater, et donc, il pousse pour deux solutions : la première est de conserver une frappe de dissuasion avec l'arme nucléaire, la seconde est la mise en place d'un désarmement des deux blocs pour éviter que la France et l'Europe ne deviennent un champ d'affrontement entre les deux super-puissances que sont les États-Unis et l'Union soviétique. ⁷⁵ La conservation de la dissuasion nucléaire est promue dans ce texte tout en invitant les puissances du globe à se réunir une nouvelle fois pour faire progresser les discussions sur le désarmement nucléaire. Un désarmement qui semble possible à l'époque en raison de la relative désescalade entre les blocs ⁷⁶. Ces espoirs tomberont à terre suite à l'élection de Ronald Reagan en 1981 et la reprise de l'affrontement politique et diplomatique entre les deux blocs. Le CERES insiste sur la nécessité de ne pas continuer à suivre la doctrine va-t'en-guerre des américains et surtout sur la perte du contrôle

72 Entretien avec Jean-Yves Autexier.

73 MOTCHANE Didier, « Contribution du courant n°2 : "Pour une défense indépendante, condition de l'application du Programme commun » *Repères*, n°47, novembre 1977, p. 26-42 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151956>

74 Ibid

75 MOTCHANE Didier, « Défense nationale et transition au socialisme : Quelle défense ? » *Repères*, n°42, avril 1977, p. 7-22 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151523>

76 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « La coopération américano-soviétique : les nouvelles stratégies des deux "Grands" », *Frontière*, n°16, avril 1974, p. 54-61 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134579>

technologique des infrastructures et matériels de l'armement qui doivent, dans les faits de la situation de l'époque, être le même que celui des américains.⁷⁷

Pour conclure sur ce sujet, le rapport du CERES à l'atlantisme et aux États-Unis est à mettre en relation direct avec le projet global de rupture porté par le mouvement. La question de la défense en tant que pré-requis à la réalisation du programme commun pousse les socialistes de tout bord à s'interroger sur les questions européennes et internationales et à s'interroger sur la logique des blocs. En effet, en s'inspirant d'une vision gaullienne de la France à l'international, le CERES souhaite que la gauche française s'affirme comme une solution à l'impérialisme américain en Europe mais aussi un recours face à la menace soviétique. D'autant plus que pour Jean-Pierre Chevènement et ses amis, la mise en place d'un programme socialiste européen doit entraîner la rupture avec tout ce qui renvoie au véritable empêchement d'une France et d'une Europe socialiste : une politique néo-libérale dont le principal défenseur sont les USA.

3.2 L'opposition au néolibéralisme économique

Ce qui ressort des critiques faites par le CERES sur le projet européen dans les années 70, c'est son essence purement néo-libérale, c'est à dire une Europe qui soit favorable à la libre concurrence et à l'intervention de l'État en faveur du marché. Le néo-libéralisme va naître à la fin de la seconde guerre mondiale, il va être théoriser par des économistes libéraux comme Friedrich Hayek ou des écrivains comme Walter Lippman afin de relancer l'idéologie économique libérale qui est à bout de souffle. Le libéralisme classique d'avant la seconde guerre mondiale recommandait l'idée que l'État devait intervenir le moins possible dans l'économie. En raison de la guerre, la place de l'État dans les sphères économiques s'est faite de plus en plus grande et on vit apparaître un mouvement global d'émergence d'état providence partout dans le monde pour permettre la reconstruction des nations et de l'économie, renvoyant ainsi le libéralisme dans les tréfonds de la doctrine économique. Pour

⁷⁷ BRUSTIER Gaël, PAGES Jean-Paul, *Europe, Etats-Unis d'Europe, Europe des Etats-Unis ou indépendance*, Bruno Leprince, Paris, 2010

relancer le libéralisme, les néo-libéraux vont théoriser de manière nouvelle la prédominance du marché sur l'économie :

« On passe d'un « laisser-faire » ou d'un « laisser-aller », où c'est l'état qui construit des politiques favorables aux marchés qui garantit aux acteurs économiques son libre fonctionnement »⁷⁸

Pour les néo-libéraux, l'État doit désormais jouer un rôle de facilitateur de concurrence en promouvant cette concurrence sur tous les domaines en économie en appliquant une politique régulatrice en faveur des intérêts privés en ouvrant aux maximum à la concurrence les différents marchés économiques.

« C'est de l'interventionnisme au sens contraire. Le néo-libéralisme veut mettre en place des dispositifs pour que l'État ne puisse pas intervenir quand bon lui semble ... mais seulement quand le marché le réclame »

C'est par ces termes que Francois Denors ⁷⁹définit le néolibéralisme dans l'enquête réalisée par Benoît Collombat et Damien Cuvillier, *Le Choix du Chômage*.⁸⁰ Cette nouvelle forme de libéralisme doit être combattue selon le CERES à l'échelle nationale mais aussi européenne car le libéralisme aux yeux du mouvement renvoie directement à une casse sociale et à la perte des acquis sociaux obtenus par les travailleurs depuis le début du XXème siècle. La critique est encore plus vive concernant l'Europe car celle-ci étant née dans un idéal de paix et de collaboration entre les peuples, elle renvoie une image très favorable aux yeux des français et des européens. Le projet d'une Europe politique va peu à peu devenir un idéal à accomplir pour de nombreuses formations politiques de gauche comme de droite mais ce projet est purement néolibéral. En effet, sa construction artificielle sans réelle prise en compte des aspirations nationales et démocratiques des peuples, et qui de plus, s'est d'abord formée sur la création d'un marché commun, renvoie l'idée que ce projet est effectivement un mirage qui

78 COLLOMBAT Benoît, CUVILLIER Damien, *Le choix du chômage : De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, Futuropolis, Madrid, 2021

79 Directeur du Centre européen de sociologie et de science politique, Directeur de recherche au CNRS et Sociologue, il est notamment spécialiste du libéralisme contemporain et donc du néolibéralisme

80 Cette enquête retrace le choix politique des différents gouvernements français de laisser un taux chômage élevé en respect de la philosophie néo-libérale, cette enquête montre aussi la capitulation de la gauche de gouvernement face au libéralisme et révèle les liens étroit qui existe entre néo-libéralisme et l'Europe.

n'a qu'un seul but : assurer la domination du capital et du libéralisme sur l'Europe selon les experts du CERES. ⁸¹ Dider Motchane animateur du courant développera cette idée ainsi en 1979 :

« Depuis la signature du traité de Rome, la construction européenne a suivi une logique exclusivement capitaliste dont on connaît à la fois le ressort et l'effet : parce que le mouvement d'accumulation et d'internationalisation du capital a dépassé en quelque sorte la dimension européenne sans s'y arrêter, l'Europe n'existe dans le capitalisme que comme un objet de discours et un terrain de parcours de celui-ci la communauté économique européenne offre un champ libre à l'accumulation capitaliste, au jeu des multinationales. »⁸²

Ce qui nous renvoie à nous intéresser à la communauté européenne économique et le marché commun tant décrié par le CERES. Fondé suite au traité de Rome, le marché commun avait pour but de fédérer les peuples européens en les rendant inter-dépendants et évitant ainsi de replonger dans des guerres meurtrières, de plus, elle devait permettre l'émergence d'une puissance économique continentale qui aurait profité de la libre-circulation des produits pour faire prospérer les entreprises européennes et peu à peu amener à une harmonisation des normes fiscales et sociales grâce au marché qui se serait régulé par lui-même.⁸³ Dans les faits, ce qui s'est produit, c'est le renforcement des grandes multinationales déjà bien implantées car elles possèdent le capital nécessaire pour rafler les parts de marchés fragilisant tout un tissu social-économique en reconstruction.⁸⁴ Autre point relevé par le CERES, c'est le problème de la pseudo neutralité de la structure étatique ou supranationale dans le cadre de cette Europe : comme nous l'avons expliqué précédemment, l'Europe est devenue un projet lisse qui derrière ses bonnes intentions cache un visage néolibéral acquis au système capitaliste et qui souhaite qu'elle forme une entité technocratique et neutre propre à prendre des décisions pour l'ensemble des nations européennes. Pour les défenseurs du projet européen, ce système assurerait la neutralité de l'organisme, renvoyant à l'idée que l'on peut se faire de la neutralité d'un État qui serait forcément impartial et juste. Cette vision est fortement remise en cause par le CERES qui voit en cette caractérisation du projet européen

81 SANDEAU Jacques, « L'enlèvement de l'Europe : l'Europe : le sens caché », *Repères* n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 104-113 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

82 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe*, Entente, 1979

83 CHARZAT Michel, *Le CERES par lui-même*, Poche-Bourgeois, Paris, 1979

84 Ibid

un moyen de dépolitiser la question européenne et en plus qui révèle sa volonté d'imposer son agenda néolibéral, car il n'y a pas de neutralité de l'État.⁸⁵ Ce mythe de la neutralité de l'appareil étatique est solidement combattu par la gauche, certains comme les anarchistes ou les communistes demandent sa dissolution pure et simple quand d'autres comme les socialistes et les réformateurs souhaitent en changer la nature. La position du CERES sur la question est simple, il souhaite modifier en profondeur la structure étatique pour que celle-ci permette de réaliser les changements sociaux-économiques nécessaires à la formation d'un idéal socialiste.⁸⁶ Pour eux, l'État ne peut pas être neutre, chaque fonctionnaire, chaque décisionnaire a un moyen d'amplifier ou d'incliner une politique vers une idéologie ou une autre. Laisser à l'Europe les coudées franches pour intervenir directement sur les politiques nationales viendrait rendre toute réalisation socialiste impossible et cela même si des élections démocratiques au suffrage universel avaient lieu à l'échelle européenne de crainte de voir le néolibéralisme imposer ses réformes en passant par les décisions européennes.⁸⁷ En 1979, pour la première fois, une assemblée européenne est élue au suffrage universel et doit siéger à Strasbourg pour représenter les différents peuples appartenant à la CEE et ainsi participer aux décisions politiques en amorçant le projet d'Europe politique. La crainte du CERES est que, en plus de la possibilité de faire passer des décisions via ce parlement européen, le néolibéralisme continue son œuvre en s'imposant et en s'érigeant au dessus des souverainetés nationales. Cette opposition du mouvement n'est pas due à un nationalisme de ses membres mais à une logique réfléchie des risques qu'une telle situation se développe. En effet, pour le CERES, si l'entité supranationale européenne, qu'elle considère comme néo-libérale de nature et du fait de sa construction⁸⁸, devenait la norme supérieure pour le respect de la hiérarchie des normes constitutionnelles au détriment des constitutions nationales, alors toute arrivée au pouvoir d'une force socialiste en Europe, se retrouverait de fait incapable de gouverner sans subir les sanctions et contre décisions politiques venue de l'Europe comme il est expliqué dans une motion présentée par le CERES⁸⁹ :

85 MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le Socialisme*, Seghers, Vichy, 1973

86 MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes, 1967-2017*, Cerf, Paris, 2019

87 MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le Socialisme*, Seghers, Vichy, 1973

88 Entretien avec Michel Charzat

89 Motion présentée au Congrès de Nantes du Parti socialiste

« On ne rappellera jamais assez que Willy Brandt⁹⁰ a réclamé pour l'assemblée européenne des pouvoirs constituants. La nécessité de déjouer la manœuvre du pouvoir doit donc commander à notre parti sa conduite : demander à l'Assemblée nationale de suspendre l'application d'une décision (que les députés ne sont sans doute pas en mesure par ailleurs de prendre en pleine connaissance de cause) à la mise en œuvre de garanties effectives, qui doivent être à la fois nationale et internationales. Seule en effet, une révision de l'accord passé le 20 septembre 1975 entre le gouvernement des neufs permettrait d'éviter que les décisions de l'assemblée de Strasbourg ne prévalent un jour ou l'autre sur celles des parlements nationaux. »⁹¹

Comme nous l'avons expliqué, le CERES craint donc que le projet européen en formation ne soit qu'un cheval de Troie du néo-libéralisme et n'hésite donc pas ouvertement à le critiquer et le qualifier de néo-libéral. Cependant, il nous faut définir à qui renvoie cet adjectif de néo-libéral dans le champ politique et culturel. Si Jean-Pierre Chevènement et ses camarades ont désigné la lutte contre le néo-libéralisme comme leur cheval de bataille, cette idéologie n'est pas quelque chose de vague qui serait une puissance invisible qui forcerait mécaniquement la poursuite de l'installation d'un système capitaliste d'obéissance néo-libérale. En effet, dans leurs écrits, les militants du CERES utilisent effectivement à de nombreuses reprises les termes « néo-libéral » ou « bourgeoisie » pour désigner leurs adversaires, ces adjectifs restent flous politiquement. C'est pourquoi, il est important de bien définir qui se cachent derrière ce camp de la bourgeoisie et du néo-libéralisme et c'est ce qu'a fait à plusieurs reprises Jean-Pierre Chevènement dans différents essais. Il l'a notamment fait dans une des revues de *Repères*, où dans deux articles, il va désigner l'adversaire à combattre⁹² et dévoiler son opposition à la mouvance en vogue dans son propre camp, la gauche qu'il qualifie d'américaine et dont nous avons déjà parlé un plus haut.⁹³ Pour l'aile gauche du parti socialiste, l'ennemi politique qui est assimilé à la bourgeoisie et au néo-libéralisme est donc à la fois les droites représentées par Giscard D'Estaing, Raymond Barre,

90 Willy Brandt est un chancelier allemand de 1969 à 1974 et issu du SPD (Parti social-démocrate allemand)

91 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe : Mythes et Réalités*, Entente, 1979

92 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Connaître l'adversaire pour le combattre », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 82-102 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

93 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Les penseurs de la gauche américaine », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 6-11 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

la démocratie chrétienne et libérale et toute la droite gaulliste orpheline de Charles de Gaulle⁹⁴, qui se retrouvent à défendre cette Europe libérale qui se forme dans leurs intérêts de partis dits « bourgeois » désignés ainsi à la fois par leur sociologie mais aussi par les mesures qu'ils défendent et qui favorisent la classe bourgeoise.⁹⁵ Cet affrontement logique entre Droite et Gauche qui paraît sensé dans les années 70, à un moment où la vie politique française se polarise entre deux blocs de deux partis chacun (A gauche, socialistes et communistes, à droite, gaullistes et centristes giscardiens), l'analyse de Chevènement est de se méfier de la bataille culturelle qui est en train d'être perdue par la gauche⁹⁶. Selon lui, le néo-libéralisme gagne du terrain au sein de la gauche et réussit à s'infiltrer dans les idées et les courants du Parti socialiste ce qu'il désapprouve fortement :

« Ainsi l'idéologie de la gauche américaine trouve-t-elle dans l'air du temps non pas des complicités- qu'on m'entende bien- mais des zones de moindre résistance, des affinités culturelles, des points d'appui pour mener son offensive contre les organisations de gauche et plus généralement contre l'Etat »⁹⁷.

Pour le leader du CERES, les illusions des soixante-huitards sont terminées, les classes populaires qui se sont soulevées en mai 68 ne sont plus mobilisées et les libertaires qui avaient animé le mouvement notamment dans les facultés sont devenues les idiots utiles du néo-libéralisme et que de fait cette gauche dont il qualifie les membres de petits bourgeois sont les alliés de la droite.

« La stratégie du néo-capitalisme s'ordonne ainsi dans une triple dimension : libérale (sur le plan économique) libertaire (sur le plan des mœurs: la permissivité) « social-démocrate » au plan politique: le grand dessein de Giscard n'est-il pas de bâtir une social-démocratie aux couleurs de la France ? Le néo-capitalisme avance ainsi masqué de toutes les vertus de la contre-culture, dont j'ai peine à croire que les hérauts principaux ne se soient jamais douté de la fonction qu'ils remplissaient. »⁹⁸

94 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

95 MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe : Critique de l'Europe Gaulloise*, Entente, 1979

96 On peut noter encore une fois l'influence marxiste au sein du courant, l'idée d'une bataille culturelle renvoie à l'idée de l'hégémonie culturelle du philosophe marxiste Antonio Gramsci.

97 CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Connaître l'adversaire pour le combattre », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 82-102 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

98 Ibid.

Ici, l'auteur du pamphlet, fait donc allusion à la mouvance « libérale-libertaire » qui regroupe un ensemble pléthorique de forces et de personnalités politiques allant d'intellectuels ou universitaires comme André Glucksmann, Jacques Julliard ou Pierre Rosanvallon à des politiques comme Michel Rocard ou Daniel Cohn-Bendit. Il les accuse de s'être compromis au néo-libéralisme en soutenant l'idée que l'État devait être abattu pour réaliser le socialisme auto-gestionnaire, ce qui pour lui provoquerait la victoire totale du néo-libéralisme car l'État resterait la seule force capable de le stopper. Dans ce même article, Jean-Pierre Chevènement fait référence directement à Michel Clouscard⁹⁹, qui a notamment théorisé cette gauche libérale libertaire dans ses travaux et qui a sans nul doute renforcé et influencé l'analyse faite par le CERES sur l'américanisation de la société française et européenne et l'infiltration du néo-libéralisme dans la gauche française. Michel Clouscard a théorisé l'idée que le libre-échange, le marché commun et la fin des barrières douanières avaient permis au Capital de créer un société de consommation fictive pour les classes populaires mais réelle pour la bourgeoisie, en lui créant notamment de nouveaux marchés. Pour le philosophe, la libéralisation des mœurs, qui est en cours dans les années 70, a été récupéré de manière politique et culturelle par le néo-libéralisme pour créer un nouveau marché dit « du désir » (Divertissement, plaisir, culture etc) qui n'est autre qu'un moyen de créer de la consommation et il le qualifie de superflu et ne servant en réalité qu'à augmenter la richesse du capital et de la bourgeoisie détenant ce marché et ce au détriment de la classe ouvrière :

« Ces nouvelles couches moyennes ne sont plus des usagers (à la manière de la classe ouvrière qui « utilise » les biens d'équipement) mais de consommateurs de bien du superflu (les vrais « faux besoin »), nouveau luxe dévolu qui monopolisent « le marche du désir », celui de l'industrie du loisir, du divertissement, de la mode et de ce qu'est devenue « la culture ». Elles encadrent ce marché (management et animation) et le consomment. »¹⁰⁰

La critique néo-libérale par le CERES s'inscrit donc dans un mouvement plus global d'une partie de la gauche, notamment chez les communistes, qui s'opposent donc à la « gauchisation » de l'offre socialiste.¹⁰¹ Cette position leur vaudra d'être qualifiés de gauche réactionnaire par leurs opposants libéral-libertaire.

99 Philosophe et sociologue français, proche du PCF, dont les travaux se sont concentré sur les rapports entre néo-libéralisme, société de consommation et rapport de production

100 CLOUSCARD Michel, *Les dégâts de la pratique libérale libertaire*, Edition Delga, 2020

101 Entretien avec Jean-Yves Autexier

En résumé, la position du CERES de critiquer vivement le néo-libéralisme et de s'y opposer s'explique par son adhésion à l'idée que le socialisme et l'union de la gauche sont le seul moyen pour obtenir de meilleures conditions pour les travailleurs et la classe prolétaire. Le néo-libéralisme et son avatar personnifié en la personne des États-Unis doit être combattu sur tous les fronts, au niveau international, au niveau européen, au niveau national mais aussi au sein même de la gauche. Le CERES a donc fait le constat qu'à ses yeux, l'Europe qui se construit actuellement ne peut répondre aux besoins et à leurs idées qu'ils ont exposés tout au long de leur combat politique, cependant, ils rappellent leur attachement à l'internationalisme et rappelle que le socialisme à l'échelle nationale n'a aucun intérêt et c'est donc pourquoi ils défendent l'idée d'une Europe socialiste et ont travaillé sur un projet alternatif.¹⁰²

102 CHARZAT Michel, *Le CERES par lui-même*, Poche-Bourgeois, Paris, 1979

Chapitre 4 : La construction d'une alternative socialiste au Projet Européen

Après avoir expliqué les critiques du CERES sur le projet européen tel qu'il existait entre les années 1970 et 1980, nous allons nous intéresser à la vision portée par le CERES sur l'Europe. En effet, les travaux critiques du mouvement dans les colonnes de leurs revues ou lors des réunions politiques avec le reste du parti socialiste (Congrès, réunion de comités etc), ont été accompagnés de propositions alternatives pour changer l'Europe néo-libérale et de la couper de sa fibre capitaliste. Pour cela, nous allons étudier l'un des projets phare porté par le CERES tout au long des années 70, le compromis géographique Nord-Sud puis nous verrons les propositions concrètes proposées par les partis socialistes en Europe et défendues par le mouvement.

4.1 Le compromis géographique Nord-Sud : un projet alternatif

Le terme de « compromis géographique Nord-Sud » est pour la première fois utilisé par le CERES dans la revue *Repères* n°29 en janvier 1976¹⁰³, derrière cet intitulé, les membres du CERES dressent le portrait d'une Europe en pleine transformation économique et sociale, et dont les différences structurelles entre les pays du nord et du sud sont plus présentes qu'elles ne laissent penser. Ce compromis doit permettre au Parti socialiste français de trouver des alliés à l'échelle de l'Europe face aux ambitions allemandes et des autres pays du nord qui se reconnaissent plus dans l'idéologie sociale-démocrate que socialiste.¹⁰⁴ La situation en Europe est dressée tel quel dans les années 70 : depuis 1973, la Communauté Économique Européenne (CEE) des 6 (France, République Fédérale allemande, Belgique, Italie, Pays-Bas et Luxembourg) ont été rejoints par trois autres pays, le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande. Le CERES estime que l'adhésion de ces pays ont déplacé le centre de gravité du

103 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique : les socialistes et l'Europe du Sud », *Repères*, n°29, janvier 1976, p. 66-78 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150370>

104 Entretien avec Michel Charzat

projet européen vers le nord, ce qui crée un décalage entre les pays les plus au sud, la France et l'Italie, avec les autres pays plus tournés vers le nord.¹⁰⁵ Le mouvement oppose donc une réalité géographique, politique, économique et sociologique entre le nord et le sud de l'Europe. Le CERES considère ce qu'il appelle l'Europe du sud, regroupant des pays comme la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, comme un ensemble de nations partageant une histoire commune, des traits linguistiques (langues latines), un attrait géographique pour la méditerranée, une religion catholique encore bien présente avec une institution ecclésiastique encore forte et un secteur économique encore fortement lié à sa production agricole, formant ainsi un ensemble dépendant. Dans ce grand groupe, les théoriciens du CERES distinguent les pays comme la France et l'Italie, qu'ils considèrent partiellement intégrés à la nouvelle forme monopolistique du capital dont ils ont en partie acquis les modes de productions avec l'émergence de grands groupes nationaux, mais qui sont directement dépendants des multinationales américaines.¹⁰⁶ De l'autre, ils distinguent les pays comme l'Espagne, le Portugal, la Grèce, qui sont à leurs yeux des états eux aussi en état de dépendances vis à vis des américains et des marchés communs, ce qui font d'eux également des nations exploitées par le capitalisme néo-libéral défendu par les américains en Europe :

« L'Espagne, le Portugal et la Grèce sont des exemples typiques de ce genre de dépendance par rapport aux centres impérialistes. Au départ, ces pays présentaient l'existence d'une accumulation primitive du capital - fort ancienne -, réalisée à l'extérieur de leurs frontières : par l'exploitation de leurs colonies pour le Portugal et l'Espagne; par l'exploitation commerciale des comptoirs méditerranéens, pour la Grèce. En revanche, au moment de la première phase d'industrialisation de l'Europe occidentale, ces pays se caractérisaient par la très grande faiblesse de l'accumulation du capital engendré en leur sein. »¹⁰⁷

De fait pour le CERES, l'Europe du Sud, à divers niveaux dépendance, subissent une hégémonie économique de la part des entreprises américaines mais subissent aussi de plein fouet les effets du marché commun qui viennent bouleverser les structures économiques et sociales de ces pays qui ne sont pas les mêmes que celles de leurs voisins ouest-allemand ou

105 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique : les socialistes et l'Europe du Sud », *Repères*, n°29, janvier 1976, p. 66-78 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150370>

106 Ibid

107 Ibid

britanniques, où le système économique capitaliste néo-libéral s'est déjà pleinement développé depuis une vingtaine d'année. De plus, ces pays ont réussi facilement à s'intégrer dans la nouvelle économie mondialisée.

La monographie de ces pays du sud se poursuit sur des bases sociologiques, le CERES estime donc que l'infiltration de plus en plus grande du marché commun au sein de ces pays provoque un bouleversement du cadre de vie des travailleurs et même de la bourgeoisie nationale qui avaient accumulé le capital avant cette période. Le courant défend l'idée qu'une nouvelle forme de bourgeoisie est en train d'émerger, une bourgeoisie dite intérieure qui dépasserait le cadre national pour pleinement s'intégrer à la mondialisation et donc tenter de renverser le monopole de la bourgeoisie nationale, devenu précaire face aux attaques des investissements de capital d'origine étrangère.¹⁰⁸ L'analyse du CERES s'intéresse aussi aux strates de la population de ces pays du sud : avec l'avènement de ces nouveaux bouleversements sociaux économiques, les membres du CERES constatent que tous les pans de la société rentrent en conflit au sein même de groupes sociaux qui était pourtant fortement encadrés et homogènes. Le cas de l'armée et des militaires au Portugal est pris en exemple. Longtemps soutien du régime de Salazar, de nombreux soldats ont pris parti pour la révolution des Œillets en 1974 et se sont ralliés à des mouvements de gauche pour faire tomber la dictature¹⁰⁹, alors que dans l'imaginaire collectif, l'armée est souvent décrite comme une composante de la contre-révolution et de la droite traditionnelle. Le CERES, et ses alliés, furent les seuls à militer au sein de l'armée française et à croire au potentiel révolutionnaire et socialiste de l'armée¹¹⁰ Autre institution proche des milieux traditionnels qui est touchée par cette évolution, c'est l'Église et les chrétiens, qui se retrouvent à choisir entre la réaction et la révolution :

« Les chrétiens réputés pour leur conservatisme et leur fidélité à la droite ont joué un rôle incontestable dans la presque victoire de la gauche aux élections présidentielles françaises de 1974. En Espagne, certains d'entre eux ont ouvertement contesté le franquisme. En Italie, où la démocratie chrétienne reste de première importance -

108 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique », *Repères*, n°35, septembre 1976, p. 56-69 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150912>

109 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Portugal, il faut faire vite », *Frontière*, n°17, mai 1974, p. 40-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134656>

110 Entretien avec Jean-Marie Pernot et Jean-Paul Pagès

il faudra ici en étudier avec soin les évolutions -, des groupes chrétiens militent à l'extrême gauche »¹¹¹

Cette évolution du vote et de l'action politique des chrétiens pratiquants peut s'expliquer par les craintes de certains d'entre eux des effets du libéralisme sur les structures traditionnelles et familiales.

L'analyse de l'Europe du Sud se poursuit aussi sur le plan politique, le CERES, grand partisan de l'union de la gauche et opposé à la social-démocratie, va tâcher de démontrer l'impossible alliance avec les partis sociaux-démocrates du nord et au contraire va essayer de prouver que les différents partis communistes d'Europe du Sud sont loin d'être des mouvements recevant leurs ordres de Moscou.¹¹² En effet, pour le CERES, le sud de l'Europe est lié sur de nombreux plans mais subit l'hégémonie capitaliste et l'impérialisme américain ce qui profite aux nations du nord de l'Europe qui sont les partenaires actuels de la France au sein de la CEE. Le mouvement de l'aile gauche du PS estime que les intérêts divergent entre le nord et le sud avec une analyse très wébérienne en estimant que la culture dite nordique (protestante, de langue anglo-saxonne ou germanique) favorise l'établissement de sociétés capitalistes néolibérales qui profitent aux industries allemande, hollandaise ou britanniques qui se sont développés dès le début de l'ère industrielle.¹¹³ De plus, dans ces pays, les partis de gauche ont fait le choix d'embrasser la voie social-démocrate qui, dans l'analyse du CERES, amène de fait la gauche à faire le jeu du capital en servant de catalyseur aux aspirations sociales et révolutionnaires des classes populaires de ces pays :

« Pour désamorcer la guerre sociale à laquelle conduit naturellement le rapport de lutte des classes, les gouvernements social-démocrates et travaillistes (Allemagne, Suède, Grande-Bretagne) se sont employés, par la concertation et la cogestion, à associer les travailleurs aux responsabilités de gestion suivant les divers niveaux du processus de production. Il s'agit, en quelque manière, d'une sorte de marché : les ouvriers s'engagent tacitement à ne pas remettre en cause la structure capitaliste de l'entreprise, en échange de quoi, le patronat leur concède une meilleure répartition des richesses et leur donne

111 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique : les socialistes et l'Europe du Sud », *Repères*, n°29, janvier 1976, p. 66-78 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150370>

112 Entretien avec Jean-Yves Autexier

113 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique », *Repères*, n°35, septembre 1976, p. 56-69 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150912>

l'illusion de participer aux décisions de production. »¹¹⁴

De plus, dans ces pays du nord, les partis communistes sont soit interdits soit minorés et vilipendés, ce qui empêche toute possibilité d'une grande union de la gauche dans chaque pays européen pour arriver à l'instauration d'un programme commun de rupture. C'est pourquoi le CERES va chercher à défendre la respectabilité des partis communistes du Sud qui sont d'ailleurs en pleine restructuration après les révélations sur l'URSS par Alexandre Soljenitsyne avec son ouvrage *L'Archipel du Goulag*. Ce livre a tellement marqué les esprits que les mouvements communistes sont obligés de faire évoluer leur ligne politique et rejeter l'allégeance à Moscou, de risque de devenir indésirables auprès des électeurs et de leurs concitoyens. Le cas du parti communiste italien (PCI) est à souligner, il fut l'un des premiers à théoriser un euro-communisme en acceptant de militer au sein de la structure européenne et de se rapprocher des autres formations de gauche et de droite en Italie.¹¹⁵¹¹⁶ Le CERES estime donc que c'est le meilleur moment pour les socialistes européens de tendre la main à leurs camarades communistes partout en Europe et ainsi former un front commun face aux libéraux. De plus s'allier avec les communistes rendrait impossible toute formation de mouvement sociaux-démocrates en Europe du sud et permettrait donc de sortir de l'alignement atlantiste comme l'explique le CERES :

« L'inclination atlantiste des sociaux démocrates correspond, en fait, à une position de classe. La sociale-démocratie est donc aujourd'hui considérée par les Etats-Unis - lorsque l'évolution interne de ces pays rend inévitable une solution de rechange - comme la réponse politique la mieux adaptée à la mutation du capitalisme dans les pays de l'Europe du Sud. Cette solution, qui a fait ses preuves dans l'Europe du Nord, est la plus à même de faire accepter à la classe ouvrière de ces pays de telles mutations. Toute la question est, dès lors-, de savoir si oui ou non les partis socialistes de l'Europe du Sud accepteraient d'assurer un jour, à l'exemple des sociaux-démocrates allemands ou des

114 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique (deuxième partie) : les chemins de l'indépendance et les voies du passage au socialisme en Europe du Sud », *Repères*, n°30, février 1976, p. 49-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

115 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le compromis historique du PC italien », *Frontière*, n°11, novembre 1973, p.20-21 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134202>

116 PORTELLI Hugues, « Le projet du Parti communiste italien » *Repères*, n°46, octobre 1977, p. 66-75 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151871>

travaillistes britanniques, le rôle de gestionnaires du capitalisme. »¹¹⁷

On retrouve encore une fois la ligne claire du CERES qui renie toute appartenance à un alignement atlantiste, on peut même y voir une attaque cachée à ses camarades socialistes français de l'aile droite qui sont partisans d'un Parti socialiste à l'allemande plus proche d'une ligne social-démocrate.

L'objectif du CERES est clair en proposant ce projet alternatif de compromis Nord-Sud, il milite pour l'ouverture de la CEE vers les pays du sud pour contrebalancer politiquement le poids des partis sociaux-démocrates qui rendent impossible l'émergence de la politique de rupture que le mouvement défend. En dressant, un portrait pessimiste de la social-démocratie allemande et en l'assimilant directement à l'impérialisme américain, le CERES essaye d'empêcher la construction d'une ligne proche du SPD allemand et tente de sortir de l'isolement idéologique dans lequel le Parti socialiste français est pour l'instant empêtré vis à vis des autres partis de gauche de la CEE. Toutefois, la création de cette opposition nord-sud semble construite bien grossièrement. En effet, s'il existe des liens étroits entre ces pays du sud, réfuter l'idée que la France et l'Italie ne sont pas aussi proches des pays plus nordiques, avec notamment les régions de la plaine de Pô ou les bassins miniers du nord et est de la France, c'est tirer un trait sur un grand nombre de similitudes que les Français et Italiens partagent avec leurs voisins nordiques. Ce compromis Nord-sud possède donc certaines limites, en effet, si au CERES l'idée d'un rapprochement avec les autres pays du Sud dans le but d'éviter l'hégémonie diplomatique, et économique, américaine et ouest-allemande, l'émergence d'un tel projet ne ferait-elle pas de la France, la nouvelle puissance hégémonique de la région du fait de son avance économique et diplomatique vis à vis des pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce ? Cette question se pose d'autant plus quand on sait qu'une possible organisation différente de l'internationale socialiste avait un temps pu être envisagée par les différents pays du sud : une « Internationale olive »¹¹⁸ où la France aurait eut une place prépondérante.

117 MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique (deuxième partie) : les chemins de l'indépendance et les voies du passage au socialisme en Europe du Sud », *Repères*, n°30, février 1976, p. 49-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

118 KASSEM Fadi, Le Parti socialiste français et le socialisme d'Europe du Sud dans les années 1970 : à la recherche d'un « compromis » euro-socialiste, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2016/1-2 (N° 119-120), p. 11-16

4.2 Un projet européen profondément socialiste mais garant de la souveraineté nationale

En parallèle de ce projet politique qu'est le compromis géographique Nord-sud, le CERES a aussi participé activement aux discussions au sein du PS pour proposer ses idées pour le futur projet européen dans le cas d'une prochaine arrivée au pouvoir de la gauche en France. Dès 1973, le CERES va proposer une contribution lors du Congrès de Bagnolet afin de réaliser à l'échelle européenne le programme de rupture qu'est le programme commun signé avec le PCF, et auquel le CERES a largement participé en étant un instigateur de cette union de la gauche. Dans ce document d'une dizaine de pages, le mouvement va à la fois proposer ses solutions pour sortir de l'impérialisme américain mais aussi et surtout développer les mesures nécessaires à un projet européen socialiste. Pour le courant, l'orientation d'une Europe socialiste se réalisera uniquement si trois facteurs majeurs se réalisent :

« I – le développement et l'unification des luttes de classes en Europe même ; II – l'approfondissement de la crise de l'impérialisme américain à s'organiser sur des bases distinctes ; III – la prise du pouvoir dans un grand Etat de l'Europe Occidentale par les forces anticapitalistes : par hypothèse la gauche unie en France »¹¹⁹

Nous sommes déjà revenus sur le deuxième facteur précédemment, nous allons plutôt développer l'effet recherché derrière le premier et troisième facteur. L'idée du CERES est que les luttes en Europe trouvent une caisse de résonance dans l'ensemble des pays européens afin de peser lourd face au capitalisme. Pour cela, les luttes désignées sont la protection des salariés sur le plan de la santé, la diminution du temps travail ou encore l'augmentation des salaires. En parallèle, la motion défend l'idée que pour réaliser cette Europe socialiste, il est nécessaire de voir émerger une force de gauche dans l'un de ses pays qui agirait alors comme un phare éclairé. Derrière cette idée, on retrouve à la fois la théorie marxiste chère au CERES, avec une nouvelle fois une référence à une certaine forme d'avant garde éclairée plus conscientisée qui serait le leader et le porte drapeau du projet socialiste car elle réussit à

119 Contribution du CERES en novembre 1973 pour le Congrès de Bagnolet: « Quinze thèse pour donner une dimension européenne à notre stratégie de rupture avec le capitalisme »

démontrer l'efficacité du modèle socialiste à l'intérieur de ses frontières. En soumettant l'idée que la France est capable d'assumer ce rôle, le CERES poursuit sa volonté de conserver une forme d'indépendance nationale et de faire de la France le seul pilote de ce projet européen. Les arguments présentés par le courant sont multiples : la France est le seul pays dont une victoire de l'union gauche est possible¹²⁰ ; le pays possède les moyens diplomatiques et militaires pour peser face aux deux blocs ; elle est aussi à un carrefour entre les pays du nord et les pays du sud ; et elle est donc la plus même à réaliser une politique équilibrée entre ces deux Europes que le CERES a décrit.

Sur le même plan de la question de la souveraineté nationale, le CERES a toujours eu une approche assez critique sur la possible perte de pouvoir de la part des nations au profit d'une structure supranationale.¹²¹ Toujours dans sa logique de critique du système et de l'idéologie néolibérale, le CERES se refuse à autoriser une forme d'intervention de l'Europe dans les décisions nationales car elle pourrait limiter les efforts des états européens à réaliser la rupture avec le capitalisme comme il est démontré dans la contribution pour le Congrès de Bagnolet :

« L'Europe est actuellement dominée par le grand capital et le restera dans la période qui suivra immédiatement la victoire de la Gauche en France. Dans cette situation, un organe européen supranational ne manquerait donc pas d'être soumis pour l'essentielle à l'influence de ces forces, comme le sont les institutions actuelles de Bruxelles, et les divers États nationaux »¹²²

C'est pourquoi le CERES est très critique envers la création du parlement de Strasbourg, qui prévoit l'élection de députés européens au suffrage universel, au motif que si ce parlement obtenait une majorité à droite cela empêcherait toute politique ambitieuse en France. Toutefois, cette position ne fait pas du courant un mouvement europhobe qui s'opposerait à toute organisation d'un système politique Europe. Au contraire le CERES le rappelle, il ne peut pas avoir de socialisme sans Europe et il ne peut pas avoir d'Europe sans

120 Nous parlons ici d'une victoire de la gauche socialiste et communiste comme le souhaite le CERES. Au cours des années 1970, de nombreux pays européens seront dirigés par des partis sociaux-démocrates mais ceux-ci ne sont pas assez radicaux pour incarner la rupture selon le mouvement.

121 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

122 Contribution du CERES en novembre 1973 pour le Congrès de Bagnolet: « Quinze thèse pour donner une dimension européenne à notre stratégie de rupture avec le capitalisme »

socialisme¹²³. Sa logique est de démocratiser les organes communautaires en y ajoutant la participation de représentants des salariés, des agriculteurs afin de réduire le caractère technocratique de ces institutions. Cependant, le CERES reste vague quant à l'organisation d'une Europe politique et sur les évolutions que pourrait prendre la CEE, ses textes et ses propositions restent concentrer sur les moyens d'arriver à la prise de pouvoir des travailleurs en organisant les luttes et l'arrivée au pouvoir de forces de rupture. Le fait que le CERES n'ait pas théorisé l'articulation et l'organisation du pouvoir politique dans un projet européen devenu socialiste peut s'expliquer en partie par le fait que dans les années 1970, la possibilité d'une Europe politique n'était pas pas la plus envisagée. Ce n'est que plus tard avec la signature de l'acte unique européen en 1987 et du traité Maastricht en 1992, que l'Europe politique a commencé à véritablement émerger, période où le CERES n'existait plus. On peut aussi l'expliquer par la volonté stratégique du CERES de se concentrer d'abord sur la prise de pouvoir de la gauche en France, d'y réaliser un programme de rupture et ensuite de se préoccuper de la question Européenne.

Toutefois, le CERES, même s'il privilégie une stratégie différente, va tout de même activement participer aux discussions au sein du Parti socialiste pour réaliser un socle commun de propositions avec le reste des formations européennes appartenant à l'Internationale Socialiste.¹²⁴ Malgré son scepticisme sur les partenaires sociaux-démocrates nord-européens, le mouvement veut poursuivre le marché commun mais dans une logique qui ne serait pas néo-libérale et qui reviendrait dans les fondamentaux de la gauche : à terme la formation d'une zone politique et économique où la libre-circulation économique aurait été accompagnée d'une harmonisation progressive des acquis sociaux des travailleurs en leur faveur pour permettre l'émancipation de l'ensemble des travailleurs européens.¹²⁵ Cependant, même si cela rentre dans une logique d'harmonisation, elle s'oppose à la création d'un système monétaire européen commun qui amènerait les nations européennes à partager la même monnaie ou posséder une monnaie commerciale commune. Pour le CERES, il est beaucoup trop tôt pour réaliser cette action économique car elle favoriserait les pays comme

123 MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes, 1967-2017*, Cerf, Paris, 2019

124 Rapports au Congrès extraordinaire sur les problèmes européens de Bagnolet en décembre 1973

125 MOTCHANE Didier, « Déclaration commune des partis membres de l'Internationale socialiste des pays de la CEE » *Repères*, n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 121-125 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

l'Allemagne qui possèdent une balance commerciale excédentaire mais affaiblirait aussi les pays déficitaires comme la France ou l'Italie, et renforcerait la concurrence entre les pays.¹²⁶ D'autant plus que toucher à la monnaie, reviendrait à perdre l'un des leviers de la souveraineté nationale, chose que le CERES se refuse à faire de peur encore une fois de voir le système néo-libéral s'y infiltrer.

La théorisation d'un projet européen politique et économique alternatif par le CERES rencontre plusieurs problématiques, lorsqu'on étudie leurs textes, le fait qu'il y ait déjà en place une entité européenne semble les paralyser dans leur développement idéologique d'une Europe alternative. L'ensemble des décisions politiques à l'échelle européenne prise par les gouvernements et les décisionnaires européens, depuis le Traité de Rome, semble les paralyser dans leur volonté d'amener la réalisation d'un programme de rupture. Les membres du courant sont opposés au libre-échange sans régulation dans le marché commun, opposés à la création d'un système monétaire européen, opposés à l'alignement atlantiste, opposés à une perte de souveraineté nationale. L'ensemble de leurs positions les démarquent clairement du projet existant et de la volonté de ses partenaires français et européens. Le plan du CERES semble donc vouloir éluder cette Europe qui s'est formée depuis 1957 car elle la considère construite sur des fondations néo-libérales sur lesquelles il est impossible de former l'Europe socialiste. La méfiance envers ses institutions va même l'amener à critiquer une forme de démocratisation, l'instauration du suffrage universel pour l'élection de l'assemblée européenne à Strasbourg, alors que le mouvement se revendique clairement pour une plus grande inclusion des citoyens dans la prise de décision à l'échelle européenne. La volonté du CERES est clairement la fondation par le bas d'un mouvement socialiste européen et non pas par le haut comme cela s'est produit. En résumé, la CEE semble être une épine dans le pied pour le courant. Sa stratégie d'un état européen appliquant la politique socialiste et la diffusant dans toute l'Europe, à l'image d'un phare dans la nuit, tout en militant pour l'adhésion des pays du sud possédant des formations politiques de gauche capable de contrebalancer l'influence sociale-démocrate du nord, semble parfaite dans un contexte où le projet européen n'aurait été que dans ses balbutiements ou dans une crise profonde. Dans le contexte qui était le leur, la possibilité d'un tel scénario aurait été exclue d'autant plus quand

126 SANDEAU Jacques, «Brème : pavane pour un boa constrictor », *Repères*, n°58, novembre 1978, p. 46-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152772>

on voit les différences idéologiques de la gauche européenne et ce malgré les efforts qui ont été faits par le mouvement pour infléchir cette ligne.

Nous pouvons d'ailleurs noter l'évolution du discours du CERES entre le début et la fin des années 1970, en effet, le CERES est passé dans la minorité du parti entre-temps et se retrouve frontalement à essayer de batailler pour imposer son point de vue au reste du parti et dans les autres formations socialistes européennes, comme nous le verrons dans le prochain chapitre.

Chapitre 5 : L'action militante du CERES au sein du Parti socialiste français et des forces de gauche en Europe

Tout au long de son existence, le CERES va tâcher de peser dans la ligne principale du Parti socialiste et même tenter de devenir le courant principal. Ses objectifs premiers : arriver à prendre le contrôle du Parti, réaliser l'union de la gauche, appliquer un programme de rupture une fois au pouvoir et ensuite l'exporter à l'échelle européenne. Pour cela le mouvement n'a pas hésité à s'investir pleinement dans luttes intestines au sein du PS mais aussi à nouer des relations avec ses camarades socialistes européens.

5.1 Une campagne de tout instant au sein du Parti socialiste français

Comme nous l'avons précédemment évoqué, le CERES se caractérise comme un courant fortement politisé et militant, à l'inverse d'autres courants du parti socialiste qui ne se revendiquent pas directement d'un mouvement nommé lors de leur vie quotidienne de militant.¹²⁷ L'appartenance affichée et le développement d'une éducation populaire et politique au sein du mouvement ont permis au courant de constituer à la fois un groupe facilement reconnaissable avec des réseaux politiques et militants dans toutes les fédérations socialistes, de former une élite dirigeante qui allait pouvoir tenir des postes à responsabilités et de posséder des militants organisés capable à la fois de militer pour le courant à l'intérieur du parti mais aussi en dehors de celui-ci.¹²⁸ Le congrès d'Epinay de 1971 avait déjà marqué les esprits avec la victoire idéologique du CERES en devenant la motion pivot pour l'élection de François Mitterrand comme premier secrétaire du Parti socialiste. C'est cet accord avec le gagnant d'Epinay qui permit au CERES de prendre pleinement son envol en accédant à des postes à hautes responsabilités dans le nouveau secrétariat du Parti comme le rapporte Jean-Pierre Chevènement dans ses mémoires :

« *Quant au CERES, il n'était pas mal loti : je me retrouvai bombardé secrétaire*

127 CLAUDON Jean-François, GUERIN Julien, *Cheveux longs et poings levés : les jeunes du CERES de 1971 à 1981*, Bruno Leprince, Paris, 2012

128 Entretien avec Jean-Yves Autexier

national au Programme et à la jeunesse et Georges Sarre à l'Organisation et aux Entreprises. Les nouveaux statuts avaient ouvert la voie à la création de sections d'entreprise. Nous allions nous engouffrer dans la brèche en nous appuyant sur les réseaux de Georges Sarre au PTT qui n'étaient pas encore la Poste, sur nos sympathisants, nombreux à la CFDT et sur les adhérents non-communistes de la CGT qui étaient prêts à voter socialiste dans la perspective de l'Union de la gauche »¹²⁹

Toutefois ce soutien, qui permit certes d'entériner l'alliance avec le PCF et la rédaction du programme commun en partie par les membres du CERES, ne fit pas basculer le CERES totalement dans la majorité acquise au futur président de la république. En effet, le mouvement animé par Jean-Pierre Chèvenement continua de se développer en toute autonomie grappillant des points de pourcentages à chaque congrès et peu à peu s'imposer dans différentes régions de la France : en région parisienne, dans le sud ouest ou encore en Franche Comté. La position du CERES de courant minoritaire lui a permis de développer une certaine liberté de ton concernant ses prises de positions politiques et n'hésite pas à s'écarter des positions de leurs camarades plus centristes.

« À partir du congrès socialiste de Pau, en 1975, un ensemble de redéfinitions affectent le groupe qui le voient renaître sous la forme d'un courant très organisé et démarqué idéologiquement. Cette transformation peut se lire comme un produit de la rupture avec la direction socialiste et des apprentissages d'une position de « minoritaire ». Production idéologique et spécification de l'identité du Ceres apparaissent définir le groupe. Son originalité est pourtant produite après coup, dans un travail de rationalisation de la rupture et de production d'une littérature politique le distinguant (à l'intérieur) du Parti »¹³⁰

L'un des sujets phares d'opposition avec le reste du parti porte sur les relations internationales, le mouvement se détache de ceux qui prônent un positionnement clairement atlantiste à l'inverse du CERES qui étrille dans ses revues l'impérialisme américain. Ces revues ont d'ailleurs largement contribué à populariser et à faire connaître le mouvement, les bulletins politiques étant facilement relayés d'un comité de sections à un autre.¹³¹ La

129 CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

130 VERRIER Benoît, Les transformations d'une marque politique. Du CERES au MDC, *Les formes de l'activité politique*, 2006, p. 103-122

131 BREHIER Emeric, *Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, 771 p, thèse de doctorat de science politique, Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 2000, sous la direction de Pierre Avril

progression du CERES dans les différents congrès s'explique aussi par sa capacité à s'investir dans toutes les luttes en cours, lui permettant de nouer de très bonnes relations avec des corporations de métiers comme les postiers de Paris ou voire avec des syndicats comme la CFDT. Prônant l'autogestion tout comme le CERES, qui ici est défini par ses membres ainsi :

« *Nous entendons par autogestion une organisation de la société, telle que, dans tout les domaines de l'activité sociale, celle-ci s'accomplisse sans diviser d'aucune manière les hommes entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent , une organisation qui assure donc l'abolition permanente, réelle et constitutionnelle de toute séparation entre gouvernants et gouvernés* »¹³²

De nombreux cédétistes adhèrent au Parti socialiste et rejoignent le CERES avec qu'ils étaient très proches.¹³³ Cette proximité sur le terrain permit aussi le ralliement important comme celui de Gilles Martinet et d'une partie du PSU. Cette alliance entre futurs rocardiens et membre du CERES fut particulièrement active lors de la rédaction des *Cahiers du CERES : Frontières*, où les deux composantes travaillèrent main dans la main dans l'écriture des articles, le CERES ayant tendance à se concentrer sur les articles de relations internationales et les anciens PSU sur les questions sociales.

Toutefois le poids politique grandissant du courant l'amena à le faire rentrer dans la minorité avec le Congrès de Pau en 1975. Délaissé par ses alliés rocardiens qui préférèrent suivre la motion animée par Gilles Martinet, représentant officieux de Michel Rocard, et en opposition avec François Mitterrand, le CERES se retrouve isolé et seule force à s'opposer à la majorité. Si sur le plan politique, le mouvement amorce le début de son effacement politique comme une force capable de s'imposer durablement comme le courant majoritaire, tout en réalisant son score le plus haut de son histoire dans un congrès avec 25 %, sur le plan idéologique, le CERES va pleinement pouvoir développer ses thèmes, se différencier des prises de position du parti et aussi critiquer les choix politiques de la majorité. Pendant ces 4 ans de minorité, le CERES va définitivement marquer la gauche par sa production d'idées politiques notamment sur les questions européennes et les questions internationales, en n'hésitant pas à se positionner frontalement contre leurs camarades socialistes en les accusant de

132 MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le Socialisme*, Seghers, Vichy, 1973

133 Entretien avec Jean-Marie Pernot et Jean-Paul Pagès

renier leur positions votées lors du Congrès de Bagnolet en 1973.¹³⁴ Le mouvement va aussi continuer à défendre coûte que coûte le choix de soutenir le programme commun même après la rupture de l'alliance entre socialistes et communistes en 1977. Le retour du CERES dans la majorité se fit au détriment de Michel Rocard et en soutien à François Mitterrand, la raison : Jean-Pierre Chèvenement et ses alliés, n'avaient cessé de militer contre la gauche américaine, incarnée par les rocardiens, et savaient qu'entre les deux présidentiables, seul Mitterrand était favorable à l'union de la gauche.¹³⁵ L'action du CERES en tant que mouvement fut donc multiple : au sein de la majorité, il participa à la rédaction du programme commun et participa à l'installation du Parti socialiste comme le principal parti de gauche en France, dans la minorité, il cultiva son terreau idéologique en continuant à développer une véritable pensée politique compatible avec leur appartenance au PS mais aussi à jeter les futures fondations de nouveaux moments.

5.2 Le dialogue avec les partis socialiste européens et l'inspiration tiers-mondiste

Dès sa création, le CERES s'est rapidement intéressé aux questions internationales et notamment sur l'évolution des expériences socialistes en Europe mais aussi dans le monde. Dans les différents numéros du *Cahier du CERES*, on retrouve de nombreux articles sur les événements politiques se déroulant dans les autres pays du globe, et cela permet au mouvement de réaliser un fil rouge des différentes situations politiques des voisins de la France et lui apporte un statut de spécialiste des questions internationales. Comme nous l'avons vu précédemment, les socialistes français se sont rapidement interrogés sur la possibilité ou non de voir appliquer leur programme commun à l'échelle européen,¹³⁶ amenant

134 CHARTIER Jean-Louis, « Le plus court trajet d'Épinay à Bad-Godesberg », *Repères*, n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 114-120 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

135 MOTCHANE Didier, « Contribution du courant n°2 : "Pour une défense indépendante, condition de l'application du Programme commun » *Repères*, n°47, novembre 1977, p. 26-42 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151956>

136 KASSEM Fadi, Le Parti socialiste français et le socialisme d'Europe du Sud dans les années 1970 : à la recherche d'un « compromis » eurosocialiste, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2016/1-2 (N° 119-120), p. 11-16

ainsi le CERES et le reste du Parti à développer une stratégie d'alliance avec les autres formations politiques socialistes d'Europe. Conscient des enjeux à venir de la construction européenne, le CERES avait développé la théorie d'une opposition Nord-sud entre les pays d'Europe à partir de l'année 1975 et dans le même temps à critiquer ouvertement l'Allemagne, et sa politique néolibérale pro-américaine, mais aussi dans le même temps à critiquer la social-démocratie allemande dans son ensemble. Pourtant, si ces critiques génèrent une image germanophobe du CERES,¹³⁷ les membres du courant avaient pourtant développé de très bonnes relations avec certains sociaux démocrates allemands. On peut citer Oskar Lafontaine¹³⁸ avec qui Jean-Pierre Chevènement entretenait de très bonne relations,¹³⁹ mais aussi l'ensemble de ce qui formait à la fois l'aile gauche du Parti social-démocrate et son organisation de jeune du parti : les JUSOS (Arbeitsgemeinschaft der Jungsozialistinnen und Jungsozialisten in der SPD/Communauté de travail des jeunes socialistes au sein du SPD). Le CERES fit de nombreux articles sur les choix stratégiques des JUSOS, dont un long entretien avec Wolfgang Roth, leader du mouvement de l'époque,¹⁴⁰ qui reposaient sur le même pari tenté par le CERES. Les JUSOS entendaient faire bouger les lignes au sein du SPD en soutenant une politique résolument socialiste économiquement mais on y retrouve aussi la volonté de rejeter l'alliance avec les américains, considérés comme impérialistes. On retrouve beaucoup de similitudes dans la manière de voir la chose politique entre les deux mouvements, comme le montrent ces deux extraits de l'interview de Wolfgang Roth :

« FRONTIERE. - Est-ce que les JUSOS ont la perspective, à long terme, de renverser l'orientation de la social-démocratie telle qu'elle a été exprimée dans le programme de Godesberg en 1959, et de prendre la direction, et comment ?

WOLFGANG ROTH - Ils ont une stratégie double. Ils travaillent à la base, c'est-à-dire dans les entreprises, dans les écoles, etc., et en même temps ils travaillent dans le parti. Leur stratégie n'est pas de soulever des problèmes abstraits, mais d'attaquer d'une manière

137 FLANDRE Christelle, " *Approcher la social-démocratie. Le regard du parti socialiste sur la social-démocratie allemande, 1971-1981* ", 309 p, mémoire de maîtrise d'histoire, université de Paris 1, CHS du XXe siècle, juin 2005, sous la direction de Frank Georgi et Annie Fourcaut

138 Membre de l'aile gauche du SPD, il créa par la suite le mouvement Die Linke pour s'opposer aux choix politiques néo-libéraux de ses anciens camarades du SPD

139 Entretien avec Jean-Yves Autexier

140 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Les socialistes dans la social-démocratie allemande : un entretien de Frontière avec Wolfgang Roth président des JUSOS », *Frontière*, n°3, février 1973, p. 4-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133614#sessionhistory-ready>

pratique tous les problèmes. »¹⁴¹

Ici, on retrouve les mêmes techniques employées par les membres du CERES pour militer et sortir du cadre purement socialiste en investissant tous les lieux de lutte et en restant en permanence au contact de la base.

« FRONTIERE. - De quelle manière pensez-vous voir progresser vos orientations politiques dans le Parti socialiste?

WOLFGANG ROTH - Notre stratégie est conflictuelle, c'est-à-dire que nous ne nous gênons pas pour prendre position devant l'opinion publique; même lorsqu'il s'agit par exemple d'un maire social-démocrate, nous disons ce que nous en pensons. C'est une stratégie double qui nous met parfois en position délicate à l'égard de la social-démocratie. Nous avons publié un texte à propos de l'attitude de Brandt vis-à-vis de la guerre du Vietnam. Théoriquement le Parti social-démocrate (c'est dans son programme) est l'adversaire de la guerre du Vietnam. Pratiquement, le Chancelier social-démocrate d'un pays qui fait partie de l'OTAN se tait. Bien plus, c'est le Parti social-démocrate tout entier qui se tait. Les jeunesses socialistes disent : « Notre tâche est de réaliser notre programme. » Elles attaquent donc en même temps la guerre impérialiste et le rôle que joue le Chancelier social-démocrate. »¹⁴²

Même constat ici, on retrouve une position similaire que celle du CERES, qui n'hésite pas lui aussi à critiquer sa direction socialiste lorsqu'il estime qu'elle ne va pas dans le bon sens. Le rapprochement du CERES et des JUSOS peut aussi s'expliquer par la sociologie des deux mouvements, qui sont tous les deux animés par des jeunes militants dont les idées sont beaucoup plus radicales que celles de leurs aînés notamment sur les questions économiques-sociales et internationales. Cependant devant l'échec de la double stratégie du JUSOS¹⁴³ et son incapacité à s'opposer véritablement face au nouveau chancelier allemand issu du SPD, Helmut Schmidt, et sa politique néo-libérale pour gérer la crise économique de 1973, le CERES semble tirer un trait sur une possible alliance politique avec une force de gauche en Allemagne. Cet échec semble expliquer en partie la théorisation à partir de 1975 du compromis géographique entre pays du sud et pays du nord. En effet, les militants du CERES étaient avant cette date assez critiques sur une possible intégration des pays du sud comme la

141 Ibid

142 Ibid

143 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « JUSOS : La double stratégie », *Frontière*, n°14, février 1974, p. 48-50 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134425>

Grèce, l'Espagne ou l'Italie.¹⁴⁴ Cette opposition à leur adhésion s'explique alors pour des raisons politiques : le refus de voir intégrer des états autoritaires dans l'Europe mais aussi des raisons économiques, avec la crainte de voir le marché néo-libéral déréguler le marché de l'emploi français avec l'apport d'une main d'œuvre sous-payée venant de ces pays pour concurrencer le travailleur français.¹⁴⁵

La redirection stratégique du CERES vers les pays du Sud ne peut s'opérer qu'avec les chutes des différents gouvernements autoritaires dans ces pays. Successivement, les revues *Frontières* et *Repères* vont largement revenir sur l'émergence des mouvements de gauche dans ces nouvelles démocraties, qui tombent à point nommé pour le Parti socialiste qui cherche, rappelons le, à contrebalancer les choix politiques et économiques des sociaux-démocrates européens. De par leurs accointances culturelles et leurs connaissances de ses nouvelles forces en pleine construction, Pierre Guidoni et Didier Motchane, deux membres dirigeants du CERES, vont se retrouver propulsés à la tête des groupes d'échanges avec les formations socialistes d'Europe du sud.¹⁴⁶ Très rapidement, le CERES va pleinement s'investir dans ce projet et va notamment essayer de se rapprocher des leaders de gauche proches de leurs positions : programme économique ambitieux et favorable à l'union de la gauche avec les partis communiste nationaux. Au Portugal, la situation politique a été bouleversée en 1974 par le renversement du régime militaire en place par un mouvement populaire soutenu par une grande fraction de l'armée : le Mouvement des Forces Armées (MFA). Cette révolution des œillets a particulièrement intéressé le CERES, notamment le fait que les idées révolutionnaires se soient propagées dans les strates militaires, chose qui pour lui est nécessaire à une prise de pouvoir pour éviter le même scénario qu'au Chili avec le renversement de Salvadore Allende.¹⁴⁷ Les membres du courant vont essayer de se rapprocher de Mario Soares, figure centrale du Parti socialiste portugais, mais celui-ci penche plus vers la droite du parti et favorise une alliance avec le parti social-démocrate portugais (PPD) plutôt

144 Contribution du CERES en novembre 1973 pour le Congrès de Bagnolet: « Quinze thèse pour donner une dimension européenne à notre stratégie de rupture avec le capitalisme »

145 BEDOS Daniel, « De l'élargissement de la CEE à la question méridionale », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 58-63 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

146 Entretien avec Michel Charzat

147 MOTCHANE Didier, « Portugal : la réaction en liberté », *Repères*, n°28, décembre 1975, p. 26-34 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150285>

qu'avec les communistes.¹⁴⁸ Le CERES se retrouve donc sans véritable interlocuteur, l'aile gauche du Parti socialiste est marginalisée par l'influence de Mario Soares et les leaders du MFA ont été rapidement écartés car ils sont accusés de préparer un putsch en faveur du Parti communiste portugais (PCP).¹⁴⁹ Pourtant le Parti Socialiste portugais possédait la majorité relative aux élections générales de 1975 et 1976, ce qui aurait pu permettre le début d'une tentative socialiste de l'exercice du pouvoir mais la faiblesse du PCP et la nécessité de s'appuyer sur la deuxième force politique, le PPD, pour gouverner poussa Mario Soares à vouloir s'attacher les faveurs de la formation centriste.

En Espagne, c'est la figure de Felipe Gonzalez qui fait office d'interlocuteur. La mort du dictateur Franco et la démocratisation mise en place par le roi Juan Carlos en 1975, permet aux partis de gauche de sortir de l'illégalité. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) se rapproche beaucoup plus idéologiquement du CERES que son homologue portugais, son temps passé dans la résistance contre Franco l'a fortement rapproché de sa base militante¹⁵⁰ et ses positions internationales anti-atlantiste en font un partenaire idéal.¹⁵¹ L'ancrage local et le travail militant réalisés par les socialistes espagnols font échos aux tentatives du CERES d'investir tous les terrains de luttes, comme le montre la prise de contrôle par les socialistes ibères des nouveaux centres d'organisation politique et syndicale en Espagne¹⁵² Sur ce théâtre d'opération, le CERES peut compter sur Pierre Guidoni, dirigeant du CERES. Il a su rapidement se rapprocher de Felipe Gonzalez lors de ses missions en Espagne au nom du parti socialiste français. C'est d'ailleurs grâce à cette relation privilégiée qu'ont pu se réaliser deux entretiens avec Felipe Gonzalez dans la revue *Repères*. C'est aussi à ces occasions que le meneur du PSOE et son parti ont démontré leur proximité idéologique avec le CERES notamment sur la question d'incarner une véritable rupture avec la société capitaliste mais aussi la nécessité de voir les partis de gauche s'allier pour prendre le pouvoir comme lors du

148 MOTCHANE Didier, « Marioscopie : Mario Soares à livre ouvert », *Repères*, n°32, mai 1976, p. 58-63 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150625>

149 MOTCHANE Didier, « Portugal : les oeilletons sont coupés », *Repères*, n°30, février 1976, p. 42-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

150 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Espagne bouge », *Frontière*, n°7, juin 1973, p. 43-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133892>

151 MOTCHANE Didier, « Espagne : les danses de la mort lente », *Repères*, n°27, novembre 1975, p. 42-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150200>

152 Ibid

temps de la République Espagnole.¹⁵³ Dans sa seconde interview réalisée par la rédaction des *Cahiers du CERES*, Felipe Gonzalez revient aussi longuement sur la construction européenne :

« Repères : Quelles sont les positions sur la question d'un pouvoir européen supranational ? Est-il considéré comme un moyen de créer une autonomie européenne plus importante ou n'est-il pas séparé de la communauté atlantique ? Ya-t-il un débat sur les termes de ce problème ?

Felipe Gonzalez : Jusqu'à aujourd'hui la social-démocratie européenne ne s'est pas posé la question d'un pouvoir supranational autrement que d'un point de vue formel. La création d'un Parlement européen peut servir pour trouver de nouvelles voies de compréhension et de prévision d'un avenir communautaire, mais aujourd'hui elle se limite seulement au cadre d'une stratégie diplomatique.

Dans les partis sociaux-démocrates se produira un débat interne par rapport aux conditions nationales et internationales qui interviennent sur les intérêts des travailleurs. Il est prévisible que la stratégie des multi-nationales supra-étatiques provoquera à la base des partis la prise de conscience de la nécessité d'une politique ripostant également au niveau international. Jusqu'à aujourd'hui la simple coordination des organisations syndicales internationales n'a pas suffi pour combattre sérieusement le pouvoir des multinationales. Un pouvoir supranational européen ne peut avoir de virtualités s'il maintient sa dépendance à l'égard d'un des deux colosses mondiaux. L'autonomie européenne, en politique, économie et défense, voilà les véritables garanties d'une neutralité active et consciente. »¹⁵⁴

On peut noter les espoirs de Felipe Gonzalez vis à vis de la construction européenne mais qui, comme pour les CERES, doit se réaliser dans un cadre défini où l'Europe serait capable de s'affranchir des deux superpuissances. La construction d'un front commun européen avec la participation du PSOE semble donc possible mais pourtant, la gauche espagnole ne réussit pas à profiter de sa dynamique aux élections générales espagnoles de 1977 et de 1979 en concédant la victoire à l'Union centriste démocratique (UCD), regroupant

153 MOTCHANE Didier, « Espagne : pour une rupture démocratique, entretien avec Felipe Gonzalez », *Repères*, n°30, février 1976, p. 10-22 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

154 MOTCHANE Didier, « Entretien avec Felipe Gonzalez » *Repères*, n°44, juin 1977, p. 34-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151709>

plusieurs formations centristes, libérales et conservatrices.

En Grèce, la chute de la dictature des Colonels, en 1974, suite à la crise chypriote avec la Turquie, ramène le pays dans la démocratie,¹⁵⁵ et voit l'émergence d'une force nouvelle : le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK). Animé par Andréa Papandréou, le parti se positionne clairement dans une logique marxiste et socialiste, ce qui les rapproche idéologiquement du CERES. Les rapports entre les deux formations sont cordiaux mais pas aussi poussés qu'avec le PSOE. Cela est sûrement dû à la faible puissance de la Grèce dans le rapport de force avec l'Europe du nord. Toutefois, au regard des positions internationales du PASOK (volonté de quitter l'OTAN, critique de l'impérialisme américain ainsi que la remise en cause de la future adhésion à la CEE) il semble être le mouvement de gauche en Europe le plus proche du CERES idéologiquement.

Enfin en Italie, dernier pays de l'Europe du sud du compromis géographique, le CERES va plutôt s'intéresser au Parti Communiste Italien (PCI), dirigé par Erino Berlinguer, sans nouer de réelles relations privilégiées avec le parti. Le contexte politique italien diffère de celui du reste de l'Europe du Sud. La principale force de gauche n'est pas une formation socialiste ou social-démocrate comme dans les autres pays mais bien un parti communiste soutenu directement par l'URSS. Le parti socialiste italien (PSI) se retrouve entre deux colosses (Communistes d'un côté et chrétiens-démocrates de l'autre) et n'arrive pas à faire entendre sa voix depuis 1974¹⁵⁶ et le choix historique du PCI de rompre avec sa politique isolationniste au grand regret de Moscou.¹⁵⁷ L'ouverture du PCI à un possible accord de gouvernement avec la démocratie chrétienne marque un tournant dans le logiciel politique des formations communistes européens. En se délestant du poids soviétique, les communistes italiens entendent créer une alternative communiste différentes des exactions et des dérives du régime soviétique. Cette nouvelle stratégie politique nommée « euro-communisme », va dans

155 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Grèce : Le matin des Généraux ; Un porte-avions américain », *Frontière*, n°12, décembre 1973, p. 20-27 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134271>

156 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Italie : La question socialiste », *Frontière*, n°14, février 1974, p. 44-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134425>

157 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le compromis historique du PC italien », *Frontière*, n°11, novembre 1973, p.20-21 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134202>

le sens du CERES qui milite pour la création d'union de la gauche dans tous les pays européens, tout en restant critique sur le choix du PCI de s'accorder avec la démocratie chrétienne italienne.¹⁵⁸ Néanmoins, le choix de Enrico Berlinguer d'ouvrir la porte à une possible alliance nationale avec d'autres forces de gauche mais aussi à l'échelle européenne, vient valider le choix du CERES de s'appuyer sur les forces politiques en Europe du Sud. Le principal problème de la formation créée par Jean-Pierre Chevènement est l'anti-communisme qui reste solidement implanté dans toute les pays d'Europe : au sein même de la gauche européenne, tant chez les partis sociaux-démocrates que chez les partis socialistes, ils sont nombreux à refuser de s'allier avec les partis communistes locaux. Le choix stratégique de l'Union de la gauche dans chaque pays européen ne semble pas pouvoir aboutir, au vu des divergences stratégiques qui éclatent lors des réunions et conférences entre socialistes européens.¹⁵⁹

L'analyse internationale du CERES ne s'est pas limitée à l'Europe. Plus globalement, le Parti socialiste à chercher aussi à développer ses relations avec des partis frères partout dans le monde. C'est pourquoi dans une logique à la fois de démontrer la possibilité d'une alternative aux deux blocs mais aussi de montrer que François Mitterrand est un homme politique capable d'être président, les socialistes organisent plusieurs voyages en Amérique Latine. En 1971, le premier secrétaire du parti socialiste se rend au Chili pour rencontrer le président socialiste Salvador Allende, ce dernier a réussi à se hisser au pouvoir et à entamer une politique socialiste à l'échelle du pays malgré l'opposition conservatrice soutenue par les américains. Ce ne sera pas le seul voyage de Mitterrand dans le sous-continent américain. Avant son élection en 1981, le candidat socialiste se rendra à Cuba en 1974, parcourra le Mexique, le Costa Rica et le Venezuela en janvier 1977 puis enfin la République dominicaine en mars 1981.¹⁶⁰ Ces voyages sont soutenus par le CERES, car c'est à la fois un moyen pour les gouvernements socialistes sud-américains de se montrer sur la scène internationale et de nouer des rapports avec l'un des partie de gauche en Europe le plus proche d'accéder au

158 PORTELLI Hugues, « Le projet du Parti communiste italien » *Repères*, n°46, octobre 1977, p. 66-75 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151871>

159 NIERDERGANG Marcel, La première conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud L'évolution des P.C. continue de diviser les socialistes européens, *Le Monde*, 27 janvier 1976, p. 15-19

160 TROUVE Matthieu, « Le Parti Socialiste Français et l'Amérique Latine, 1971-1981 », *Fondation Jean Jaurès*, juin 2019 <https://www.jean-jaures.org/publication/le-parti-socialiste-francais-et-lamerique-latine-1971-1981/>

pouvoir mais c'est aussi pour les socialistes français un moyen de démontrer que le socialisme n'est pas une chimère et que son application est possible. Le CERES cherche donc à faire évoluer ce concept de « Sud » pour ne pas se limiter aux démocraties émergentes dans le sud de l'Europe (Espagne, Portugal et Grèce) mais aussi utiliser l'adjectif pour intégrer les pays du tiers monde qui se rapprochent du modèle socialiste.¹⁶¹ On retrouve une certaine volonté d'indépendance diplomatique vis à vis des deux blocs en privilégiant des alliances avec les pays du sud. De plus, la romance franco-latino américaine va se poursuivre une fois l'arrivée au pouvoir de la gauche en France.¹⁶² En effet, l'hexagone va devenir le nouveau lieu de refuge pour les militants de gauche en exil fuyant la répression des gouvernements dictatoriaux dans leurs pays notamment au Chili suite à l'assassinat de Salvador Allende et le coup d'état de Pinochet mais aussi d'autres pays comme l'Argentine ou le Brésil. D'autant plus que la situation au Chili sera particulièrement suivie par la rédaction de *Frontières* comme l'attestent les nombreux articles revenant sur la crise chilienne entre septembre et décembre 1973.¹⁶³¹⁶⁴

Tant sur le terrain national et international, le CERES a essayé de créer un engouement derrière l'union de la gauche et la rupture avec le capitalisme. Sur le plan national, sa stratégie d'incarner l'opposition au sein du PS suite au congrès de Pau en 1975 s'est stoppé net devant la possible victoire de la « gauche américaine », incarnée par Michel Rocard, pour les présidentielles de 1981, lui préférant François Mitterrand. A l'international, le mouvement a essayé de trouver des mouvements compatibles avec ses idées pour amorcer le changement nécessaire à la construction européenne et à sa stratégie de compromis géographique Nord-Sud. Résolument, le travail théorique réalisé par le CERES avec ses contributions dans les différents numéros des *Cahier du CERES*, ont permis au mouvement de s'ancrer comme une pensée intellectuelle de la gauche.

161 SMOUTS Marie- Claude, « La France et le Tiers-Monde ou comment gagner le sud sans perdre le nord », *Institut Français des Relations Internationales Politique étrangère*, Paris, 1985-07-01, Vol.50 (2), p.339-358

162 GOMEZ François-Xavier, « Il y a une passion de la gauche française pour l'Amérique latine », *Libération*, décembre 2017 https://www.liberation.fr/planete/2017/12/15/il-y-a-une-passion-de-lagauche-francaise-pour-l-amerique-latine_1617011/

163 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Chili », *Frontière*, n°10, octobre 1973, p. 4-23 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134125>

164 MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le Chili, l'Amérique latine et la France », *Frontière*, n°12, décembre 1973, p. 34-37 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134271>

Chapitre 6 : 1983, le « tournant de la rigueur »: entre échec politique et victoire idéologique ?

Le « tournant de la rigueur » est une expression qui s'est popularisée pour désigner le changement de politique économique de François Mitterrand en mars 1983, en passant d'une politique économique de relance keynésienne, issue en partie du programme commun et du Projet socialiste, à une politique économique libérale d'austérité. Dans un contexte de crise économique et de rapprochement politique avec l'Allemagne, le gouvernement socialiste va faire le choix de tirer un trait sur les mesures socialistes qui l'ont fait élire deux ans plus tôt. La décision du chef de l'état va provoquer une première fracture entre la gauche et son électorat dont elle subit les conséquences encore de nos jours. Le CERES se retrouve pris au piège à soutenir et à appartenir à un camp politique qu'il avait aidé à se former tout en voyant une politique économique contraire à ses idées être appliquée. A l'international, les tensions entre les deux blocs ressurgissent et entraînent la fin d'un rêve pour les partisans d'une troisième voie entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Toutefois ce tournant de la rigueur, largement mythifié par la gauche, va amorcer la survivance d'une pensée idéologique encore proche des idéaux marxistes et de rupture incarnée par le CERES, de nombreuses formations politiques de gauche se revendiquent directement ou indirectement de cette filiation.

6.1 Un mouvement incapable de dépasser sa position de courant minoritaire

Malgré la rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977, rupture initiée par les communistes devant la progression du PS à chaque élection depuis l'accord, et sa défaite aux élections législatives de 1978, qui a vu le Parti socialiste devenir le premier parti de gauche, François Mitterrand est élu président de la république en battant le président sortant Valéry Giscard-d'Estaing. Soutenu par toute la gauche au second tour, le nouveau président est largement plébiscité par une grande partie de l'électorat populaire et de gauche qui voit pour

la première fois l'élection d'un président issu de la gauche sous la Vème République.¹⁶⁵ Le gouvernement est dirigé par Pierre Mauroy, les communistes obtiennent plusieurs ministères, le CERES lui, est récompensé par son implication dans la campagne victorieuse avec la nomination de Jean-Pierre Chevènement en tant que Ministre d'état à la recherche et à l'industrie, et la nomination de Nicole Questiaux aux affaires sociales.¹⁶⁶ Le mouvement se retrouve donc dans les hautes sphères du pouvoir et entend bien peser pour continuer la ligne qui l'a amené au pouvoir. Toutefois, la réalité fut tout autre, si le gouvernement en place était bien socialiste, l'ensemble de ses composantes n'était pas sur la même ligne politique que celle du CERES. Mitterrand avait réussi à rassembler l'ensemble des composantes de la gauche, ce qui forcément entraîna des différences de points de vue entre communistes, socialistes, social-démocrates, sociaux-libéraux ou rocardiens. Par un système d'arbitrage, le président se mit à trancher chaque décision en faveur d'un camp ou d'un autre, que l'on peut grossièrement nommer la ligne de la rupture (CERES et communistes) et la ligne réformiste (Jacques Delors et l'aile droite du parti). Ces arbitrages vont être de plus en plus nombreux lorsque le pays va se retrouver en pleine crise économique, les réformes économiques d'inspiration keynésienne ne feront pas ou ne font pas effet encore selon chacun des camps, mais une décision doit être prise du fait que l'inflation a explosé tout comme le déficit commercial extérieur. Le CERES qui n'est plus aussi puissant qu'avant l'élection de 1981, la victoire acquise les socialistes préférèrent se tourner vers la protection mitterrandienne que vers un courant certes influent mais devenu inaudible, peine à structurer une riposte. Pourtant Jean-Pierre Chevènement et ses camarades trouvent un certain écho dans ces luttes de palais, on voit apparaître l'émergence de deux camps : l'un partisan de jouer cartes sur tables en rompant définitivement avec le système en place, quitter le système monétaire européen (SME) pour dévaluer le franc et ainsi pouvoir exporter plus facilement ce qui résoudrait le déficit extérieur, l'autre partisan au contraire de rester dans le SME avec un franc fort, en comptant sur l'investissement des industries française pour se mettre au niveau des allemands.¹⁶⁷ Le CERES était favorable à une politique de dévaluation monétaire, c'était la ligne défendue par Jean-Pierre Chevènement devant François Mitterrand, mais ce dernier

165 BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France*. Volume 2. *XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004

166 CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

167 COLLOMBAT Benoît, CUVILLIER Damien, *Le choix du chômage : De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, Futuropolis, Madrid, 2021

préféra se tourner vers le camp de l'austérité de Jacques Delors, c'est là qu'il décida de quitter le gouvernement en refusant de suivre la « parenthèse libérale ». ¹⁶⁸ Ce choix de Mitterrand fut assez mal vécu par l'aile gauche du gouvernement, ¹⁶⁹ d'autant plus que si à l'époque, le choix de l'austérité et de la rigueur semblait être le seul choix logique, le gouvernement se défendant de tout reniement, l'histoire est toute autre :

« *Le plan de rigueur de mars 1983 fut sans aucun doute le tournant politique du septennat, même s'il fut nié comme tel. Le troisième gouvernement Mauroy, où Jacques Delors était conforté dans la politique qu'il prônait depuis l'automne 1981, mit en œuvre une politique de désinflation, amenant notamment une désindexation des prix et des salaires, de réduction des déséquilibres extérieurs, de modernisation industrielle, avec d'importantes restructurations menées par le nouveau ministre de l'Industrie Laurent Fabius, qui remplaçait Jean-Pierre Chevènement démissionnaire depuis février 1983. Les entreprises nationalisées reçurent dès lors clairement une fonction de modernisation économique. La loi sur l'épargne de janvier 1983 et la loi bancaire de janvier 1984 préparèrent la libéralisation du marché financier qui fut achevée dans les années suivantes.* » ¹⁷⁰

Les récentes recherches et enquêtes faites par des historiens et des journalistes révèlent que l'idée d'un coup de force de la France se détachant du SME, de l'Allemagne et de l'idéologie néolibérale n'allait pas la mener à la ruine et à la mise sous tutelle tel qu'il l'a été défendu par le camp de l'austérité. ¹⁷¹ En effet, comme le rapporte le journaliste Benoit Collombat ,dans *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours* et son chapitre traitant de la figure de Jacques Attali, « *Le choix de la rigueur ne répondait pas à un impératif économique mais bien à un choix idéologique.* ». ¹⁷² Dans cet ouvrage, il révèle que pour faire passer cette décision, qui reniait l'idéologie qui avait porté la gauche au pouvoir, il fallait faire en sorte que la rigueur soit la seule solution pour sortir de la crise auprès de l'opinion publique. Pour cela le camp de la rigueur demanda à l'économiste américain Robert Eisner de réaliser un rapport sur les deux années de relance économique de la France, en pensant qu'il allait rendre

168 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

169 Jean-Pierre Chevènement utilise le terme de « Ides de Mars » en référence à l'assassinat et à la trahison organisé par Brutus sur Jules César

170 BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France. Volume 2. XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004

171 COLLOMBAT Benoît, CUVILLIER Damien, *Le choix du chômage : De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, Futuropolis, Madrid, 2021

172 COLLOMBAT Benoît, *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours : Jacques Attali : dans les affaires du Prince, prince des « affaires »*, La Découverte, Paris, 2014

un rapport favorable aux idée de la rigueur et enterrer toute idée d'une sortie du SME et de politique de relance. C'est tout l'inverse qui s'est produit, l'économiste américain estime que la politique de relance doit se poursuivre, la France doit même sortir du SME et ne plus intervenir sur le niveau du franc en le laissant flotter pour maximiser ses chances de voir les fruits de la politique de relance perdurer.¹⁷³ Le camp de la rigueur se gardera bien de présenter ce rapport et le ministre chargé du Plan, Michel Rocard, le fera même disparaître des rapports du plan. On en retrouvera pourtant la trace dans un article de *Challenge* à l'été 1983, intitulé « Wich way for France »¹⁷⁴ et qui confirme bien que les solutions portées par le CERES auraient pu être réalisables. Cette voie portée par Jean-Pierre Chevènement et ses camarades n'a pas été choisie par le président-arbitre François Mitterrand, plusieurs raisons peuvent l'expliquer : la première est tout simplement le fait que le président ne croyait pas du tout en cette solution économique, peu intéressée par la chose économique, il n'a jamais été un interventionniste convaincu ; la seconde est l'échec du CERES à réellement pesé dans les arbitrages, marginalisé dans la minorité depuis 1975, le poids du mouvement n'a fait que diminuer et n'a jamais vraiment pu renverser la table est devenir la clé de voûte idéologique du PS ; la troisième est sans aucun doute le rôle joué par ce que le CERES a désigné comme « la bourgeoisie et la gauche américaine », qui ont tout fait pour néo-libéraliser la gauche¹⁷⁵ ; et enfin la quatrième raison, et qui souvent celle la plus répandue comme explication, est celle du contexte internationale qui aurait empêché toute politique de relance.

6.2 Un contexte international inadéquat à un changement de ligne politique

L'une des principales causes invoquées par les instigateurs du tournant de la rigueur a été, a posteriori, de la justifier par le fait que la situation internationale était défavorable à tenter une politique de relance ambitieuse qui irait à contre-sens du dogme néo-libéral. En effet, le contexte international est bouleversé par la fin de la période de détente qui avait débuté à la fin des années 60, le retour des tensions entre les deux superpuissances vient fragiliser l'ensemble des pays qui subissent déjà les contrecoups de la crise économique de 1973 suivi du second choc pétrolier entre 1978 et 1981. La crise des euro-missiles de 1977,

173 Ibid

174 EISNER Robert, « WHICH WAY FOR FRANCE? » *Challenge*, vol. 26, no. 3, 1983, p. 34–41 <http://www.jstor.org/stable/40720155>.

175 BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand : Du changement socialiste au tournant libéral : l'hégémonie libérale*, Belin, Paris, 2015

qui voit l'installation de batteries balistiques en Europe de l'Est par les soviétiques, et l'invasion de l'Afghanistan deux ans plus tard, achèvent la rupture entre communistes et socialistes français sur les questions internationales au grand dam du CERES. Plutôt que de suivre la vision proposée par le CERES en se positionnant entre les deux blocs et développer une diplomatie et une défense indépendante, François Mitterrand fait le choix de soutenir les Américains, en arguant que « si les missiles sont à l'Est, la paix est à l'ouest ».¹⁷⁶ Les soutiens de la rigueur n'hésiteront pas à expliquer que l'élection du républicain Ronald Reagan à la présidence des États-Unis, très libéral sur les questions économiques et très agressif contre les soviétiques, et celle de Margaret Thatcher, en tant que première ministre conservatrice du Royaume-Uni, elle aussi résolument libérale, ont poussé la France à se détourner de toute aventure solitaire tant diplomatique qu'économique. L'argument avancé par le camp atlantiste était de voir naître une dégradation dans les relations Franco-américaines et Franco-britanniques en cas de poursuite de la politique de la relance. Un argument qui peut être contesté au vu de ce que rapporte Jean-Pierre Chevènement suite à un de ses voyages à New-York en 1983 où il rencontra le PDG de la banque Lazard :

*« Les américains ne souhaitent pas voir se constituer autour de l'Allemagne un agrégat trop puissant. j'ai eu le sentiment que nous avions une marge de manœuvre du côté de la finance américaine. »*¹⁷⁷

La relation privilégiée avec l'Allemagne a été aussi l'un des facteurs clés qui a poussé François Mitterrand à se tourner vers la politique de rigueur. Pour poursuivre la construction européenne, la France était prête à s'aligner sur la politique Allemande pour réaliser une véritable harmonisation économique et sociale, chose qui ne pouvait pas arriver avec la sortie de la France du SME. Résolument Européen, le président français préféra privilégier l'Europe au socialisme, ce qui déboucha sur l'acte Unique européen, le traité Maastricht, un ensemble de texte qui allait laisser cours à la dérégulation du marché et entériner la victoire du néo-libéralisme en Europe.¹⁷⁸ Dans le même temps, dans les pays d'Europe dit du sud, les années 80 sont marquées par l'arrivée au pouvoir de formations de gauche dans la foulée de la victoire du PS en France. Pourtant que ce soit en Espagne avec Felipe Gonzalez, militant de

176 MOTCHANE Didier, *Un Atlantisme à la charentaise : de Jarnac à Maastricht, dix ans de politique étrangère*, Arléa, Paris, 1992

177 COLLOMBAT Benoît, CUVILLIER Damien, *Le choix du chômage : De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, Futuropolis, Madrid, 2021

178 Entretien avec Jean-Pierre Chevènement

la rupture démocratique rappelons-le,¹⁷⁹ ou au Portugal, avec le retour au pouvoir du PSP de Mario Soares, ces deux gouvernements vont eux aussi faire le choix d'appliquer une politique de droite impliquant privatisation et cure austerité. Si pour le Portugal le choix de la social-démocratie et de l'alliance avec le centre avait déjà été entériné depuis quelques années,¹⁸⁰ c'est le choix du PSOE qui peut interroger, en effet, son refus de s'allier avec les communistes et sa solide majorité obtenue avec le soutien des centristes du Parti d'action démocratique (PAD), met fin à toute idée de créer un compromis géographique avec l'Europe du sud. Pourtant, les choses auraient pu être différentes si la France et son président socialiste avaient pris la décision de ne pas prendre le « tournant de la rigueur » en 1983. En effet, on peut imaginer un scénario où la France aurait pu prendre le leadership d'une Europe s'opposant à toute politique d'austerité en privilégiant la relance : en soit appliquer le programme socialiste en concertation avec les pays du sud comme il était prévu dans le compromis géographique proposé par le CERES. Cependant, le mouvement, qui avait tenté de faire émerger une force d'opposition à la social-démocratie, voit ses espérances s'effondrer et est incapable de s'imposer au niveau national et est complètement inaudible à l'échelle internationale, le mouvement ne réussit plus à peser sur la gauche française et européenne. Pourtant, encore aujourd'hui, les idées développées par le CERES continuent d'exister et connaissent même un regain d'intérêt à gauche.

6.3 Un héritage politique et idéologique encore bien présent dans la politique française

Suites son échec politique à imposer et infléchir la ligne du parti Socialiste et de la présidence Mitterrand, le CERES a commencé une mue progressive inspirée par le meneur du mouvement, Jean-Pierre Chèvenement. Le CERES va se dissoudre en 1986 pour donner naissance au courant Socialisme et République, courant qui ne réussira jamais à obtenir la

179 MOTCHANE Didier, « Espagne : pour une rupture démocratique, entretien avec Felipe Gonzalez », *Repères*, n°30, février 1976, p. 10-22 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

180 CHARTIER Jean-Louis, « Portugal : vers la troisième force ? », *Repères*, n°46, octobre 1977, p. 76-81 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151871>

même influence que le CERES. Devant la fin du projet socialiste, actée par les dirigeants du PS par l’embrassement de la social démocratie et au projet de la construction européenne, les anciens membres du CERES vont acter la défaite du camp de la rupture et vont commencer un rééquilibrage stratégique et politique. Les « chevènementistes », comme on commence à les appeler dans les sphères politiques, vont se tourner vers la défense de ce qu’on pourrait appeler les acquis républicains : la souveraineté, la laïcité, la nation, l’indépendance nationale et l’école républicaine. Ce virement idéologique, qui peut paraître très à droite, s’explique par la volonté de Jean-Pierre Chevènement de protéger ce qui est encore sauvable face au néolibéralisme de plus en plus présent dans la société française.¹⁸¹ Les désaccords vont être de plus en plus nombreux entre socialistes et chevènementistes : la guerre du Golfe en 1991 et le soutien de François Mitterrand aux américains, va pousser une grande partie des anciens membres du CERES à quitter le Parti de la rose, leur leader en tête, alors qu’il était encore ministre de la Défense.¹⁸² Les questions d’ordre internationale et la question européenne sont les deux facteurs qui ont contribué à la fin de l’aventure au sein du PS. La mue du « Chevenementisme » va continuer avec la création en 1993 d’un nouveau parti, le Mouvement des Citoyens (MDC). Les références à la gauche ont disparu, le mouvement veut rassembler les souverainistes de gauche qui ont défendu le Non lors du référendum sur le traité de Maastricht. Didier Motchane explique l’opposition du mouvement ainsi :

« A Maastricht, l’option fédéraliste n’a pas prévalu. Elle s’est réfugiée dans le projet de l’intégration monétaire. En limitant à un petit nombre de cas, soigneusement délimités, les décisions que le Conseil peut prendre à la majorité qualifiée ou pour certains aspect de la mise en œuvre d’une action commune dans le domaine de la politique étrangère et de la sécurité (dont le principe continuera de devoir être arrêté à l’unanimité), le traité de Maastricht ne récuse pas la perspective d’une organisation fédérale de la Communauté ; mais le fédéralisme par la monnaie unique s’est tranquillement substitué à Maastricht aux fantasmes d’un gouvernement fédéral européen entretenu depuis des années par l’eurocratie bruxelloise. Je ne crois pas le fédéralisme monétaire plus fiable que l’autre. »¹⁸³

181 MERLIN Eléonore, « *LE CERES, de l’Autogestion à la République (1966-1986)* », 200 p, mémoire de maîtrise d’histoire contemporaine, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS du XXe siècle, septembre 2002, sous la direction de Frank Georgi et Jean-Louis Robert

182 CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

183 MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes , 1967-2017 : La Lettre de République Moderne n°56*, Cerf, Paris, 2019

L'euroscépticisme, qui existait au CERES, est devenu un des moteurs idéologiques du MDC qui refuse toute nouvelle intégration européenne dans cette Europe devenue complètement néo-libérale et qui est en voie de se fédéraliser, ce qui amènerait à la dilution de la nation et de la république française dans une structure supranationale, chose que refuse les chevènementistes. La création du MDC ne se fait pas sans heurts pour les anciens membres du CERES, une partie d'entre eux décident de rester au sein du Parti Socialiste (Michel Charzat, Jean-Marie Bockel), cette première scission démontre la faiblesse tant électorale et politique d'un courant jadis influent.¹⁸⁴ Preuve de faiblesse ou par opportunisme politique critique, le MDC participera l'expérience de la gauche plurielle de 1997 en obtenant même le ministère de l'Intérieur pour son meneur. Toutefois, le mouvement se détournera une nouvelle fois de la gauche et du PS, suite à des désaccords sur la question Corse en 2000. Finalement, les héritiers du CERES connaîtront leurs dernières heures de gloire lors de l'élection présidentielle de 2002. Dans un contexte où la gauche est appelée à accéder à la présidence par l'intermédiaire de la candidature de Lionel Jospin, premier ministre socialiste de la cohabitation en cours, Jean-Pierre Chevènement présente sa candidature sur une ligne pleinement souverainiste se voulant être au dessus des partis. Derrière cette candidature très « gaullienne », l'ancien socialiste entend rassembler ce qu'il appelle les républicains et les souverainistes des deux rives : les opposants au néo-libéralisme, les opposants à l'atlantisme, les euroscéptiques etc. Cette coalition hétéroclite, où l'on peut voir des anciens gaullistes, des communistes, des centristes ou encore des personnalités de la droite conservatrice (Max Gallo, Jean-François Kahn ou encore Régis Debray), va connaître un engouement qui la placera à près de 15 % dans les sondages. Cependant, le 21 avril au soir, c'est bien Jean-Marie Le Pen qui crée la surprise en se hissant au second tour et qui élimine Lionel Jospin pourtant favori. Jean-Pierre Chevènement ne récolte que 5,33 % des voix, il explique cette défaite dans ses mémoires ainsi : « *En fait ma campagne comportait deux faiblesses : en dehors du MDC à l'implantation inégale, je n'avais pas de parti maillant le territoire national pour me soutenir et je n'avais pas d'argent* »¹⁸⁵ La première raison est d'ailleurs très paradoxale quand on sait la culture militante qui avait fait la force du CERES. Après cet échec, le

184 VERRIER Benoît, " *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC* ", 590 p., thèse pour le doctorat de science politique, université Maurice Schuman, Strasbourg 3, décembre 2003, sous la direction de Brigitte Gaïti

185 CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

chevènementisme ne fera que survivre suite à la fondation du Mouvement Républicain et Citoyen peu après la présidentielle. Ce nouveau mouvement se replaçant tantôt à gauche, tantôt en tant que souverainiste, ne réussit jamais à prendre de l'importance dans l'échiquier politique français mais continuant toutefois à entretenir la filiation directe du CERES.

Cependant, si sur le plan des partis politiques, le CERES et ses successeurs n'ont jamais réussi à devenir une force politique d'envergure, les idées politiques théorisées par le mouvement ont fait leur bout de chemin et sont aujourd'hui solidement implantées dans la gauche française. Didier Motchane annonçait tragiquement la mort de la gauche dans les colonnes de *Marianne* en 2014 :

« La gauche en France en a fait l'expérience pour elle-même et la démonstration pour tous : l'exigence en était dissoute avec les idées qu'elle porte dans le long fleuve tranquille des années Mitterrand. Elle semble s'y être perdue. Si parler de la gauche aujourd'hui, c'est désigner non pas les formations politiques instituées qui en revendiquent le terme, mais l'esprit, la mémoire ou la volonté qu'elles invoquent, alors plutôt que de dire avec Manuel Valls que la « gauche peut mourir », autant constater qu'elle a déjà disparu ! »¹⁸⁶

A ses yeux, le Parti socialiste s'était définitivement fait corrompre par le néolibéralisme et se revendiquer de gauche n'avait plus aucun sens, au vu de l'offre politique existante du fait que les questions chères aux membres du CERES n'étaient plus défendues sur l'échiquier politique. Mais quand on pose la question « Quelles personnalités ou mouvements politiques incarnent le mieux « l'héritage » du CERES selon vous ? » à différents membres du CERES¹⁸⁷, leurs réponses sont souvent proches : on y retrouve le MRC bien sûr, mais aussi le PCF, certains « gaullistes » comme Julien Aubert, Arnaud Montebourg et enfin Jean-Luc Mélenchon. Toutefois, ce dernier semble ne pas faire l'immunité auprès de ces anciens membres, les arguments avancés sont qu'il serait trop à gauche, pas assez laïque et républicain. Pourtant quand on compare le CERES de 1970-1980 et les mouvements créés par Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche, France Insoumise et Union Populaire), les idées et la manière de faire la politique sont très proches. Dans l'esprit des membres du CERES, Mélenchon et ses mouvements ne sont plus affiliés à la gauche socialiste traditionnelle qu'ils

¹⁸⁶ MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes*, 1967-2017, Cerf, Paris, 2019

¹⁸⁷ Entretien avec Jean-Yves Autexier, Michel Charzat, Jean-Paul Pagès et Jean-Marie Pernot

défendaient à l'époque. Cependant, les similitudes entre le CERES et le « mélenchonisme » sont pourtant nombreuses : animateur de l'aile gauche du PS, Jean-Luc Mélenchon quitta le parti en 2008 suite à des divergences sur les questions européennes¹⁸⁸ et aussi sur le refus de faire alliance avec les partis de gauche plus radicaux comme le PCF ou la Ligue Communiste Révolutionnaire. Sur les mesures programmatiques, le fondateur de la France Insoumise a toujours défendu une vision diplomatique très proche de celle du CERES, c'est à dire, utilisation de la dissuasion nucléaire comme moyen de défense indépendante, rejet de l'OTAN, un non-alignement qui rappelle le ni-ni du CERES entre les américains et les soviétiques ainsi qu'un regard tourné vers les pays du tiers-monde.¹⁸⁹ Sur le plan Européen, on retrouve aussi la position du CERES de s'opposer à l'Europe des traités néo-libéraux mais aussi la volonté de créer une alternative politique comme le montre le dialogue entrepris par les insoumis, lors des élections européennes de 2019, avec d'autres forces politiques de gauche comme Podemos en Espagne ou le Bloco de Esquerda au Portugal. Jean-Luc Mélenchon reprend même l'idée d'opposition entre Europe du Nord, qui serait allemande et acquiesz à l'austérité néolibérale,¹⁹⁰ et l'Europe du sud avec laquelle, il souhaite davantage collaborer.¹⁹¹ Les idées historiques du CERES, qui ont été développées par ses théoriciens tout au long de son existence, sont aujourd'hui donc largement plébiscitées par la gauche, notamment les questions internationales et européennes, et pourraient même être appliquées en cas de victoire de la gauche sous la coalition de la Nouvelle Union Populaire Écologiste et Sociale (France Insoumise, Europe écologie les verts, PCF et PS) lors des élections législatives de 2022.

188 Le Parti socialiste s'était déclarée pour le oui lors du référendum pour le traité constitutionnel européen, Jean-Luc Mélenchon lui avait soutenu le Non et fait campagne avec d'autres formations de gauche.

189 *L'Avenir en Commun : Programme pour l'Union Populaire*, Edition Seuil, 2021, Paris

190 « *Magistrale mise au point de Giuseppe Conte : la crise des pays du sud vient des abus et tricheries de « l'Europe du nord », c'est à dire l'Europe allemande.* »

<https://twitter.com/jlmelenchon/status/1252523305871032321>

191 « *Nous privilégierons toujours les initiatives collectives. La France peut par exemple mobiliser l'alliance des pays du Sud réunis au sein du club EuroMed 7 (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre et Malte) créé pour faire face à la ligue des États radins qui souhaitent rétablir au plus vite les règles d'austérité suspendues et les renforcer partout.* »

<https://melenchon2022.fr/plans/europe/>

CONCLUSION

Notre projet de recherche a débuté sur la volonté de travailler sur la Gauche et la question européenne. Le choix de se porter sur le Centre d'Étude, de Recherches et d'Éducation Socialiste (CERES) a permis de répondre à cette demande. Toutefois, comme nous avons tenté de le faire tout au long de ce mémoire, réduire ce courant du Parti socialiste à un simple mouvement de gauche eurosceptique ne ferait qu'éclipser la portée historique qu'a eu ce mouvement sur la gauche française. Né d'une volonté de redynamiser une gauche socialiste moribonde aux détours de mai 68, le CERES a largement contribué aux succès de François Mitterrand, et plus globalement de tous les socialistes, tout au long des années 70. La victoire de la gauche en 1981 a marqué à la fois la réussite de la stratégie du mouvement mais aussi le début de son déclin du fait de son incapacité à se repositionner sur le nouvel échiquier politique ainsi que du revirement idéologique de ses camarades socialistes. Pourtant, un travail colossal fut réalisé par les membres du CERES pour répondre aux problèmes politiques de leurs concitoyens et construire une alternative à une société qu'ils jugeaient de plus en plus néo-libérale et contraire à leurs valeurs. En opposition au sein même de leur parti, et n'hésitant pas à le critiquer si besoin, le CERES a su créer un ligne politique et idéologique cohérente sur des sujets divers et variés allant des relations internationales à la défense en passant par le principe d'autogestion et le développement de l'industrie. Sur l'Europe, cinquante ans après leur production, la crainte et les alertes émises par les membres du CERES dans leurs revues et leurs discours se sont avérées pour le moins exactes, et ce malgré sa tentative de proposer un projet alternatif qui prendrait en compte les spécificités des pays européens du nord et du sud dans un compromis géographique. La construction européenne a pris un tournant néo-libéral et ne semble pas pouvoir changer de direction, et comme le présentait le CERES, le parti socialiste, en acceptant l'Europe du marché et de la dérégulation, s'est vendu au néolibéralisme.

Toutefois derrière cette vision sur le temps long, le mouvement n'a pas su répondre aux attentes et trouver le moyen d'incarner les idées pour lesquelles il s'était battu.

Néanmoins, de par sa forme et de par sa production théorique et littéraire, le CERES a durablement marqué la gauche de son époque mais aussi la gauche d'aujourd'hui qui n'hésite pas à piocher dans ce répertoire sans même le savoir. En effet, le CERES de Jean-Pierre Chevènement, de Didier Motchane, de Pierre Guidoni et de tous les militants, subit les vices de l'histoire et de la politique. En n'ayant pas réussi à exercer le pouvoir, le mouvement n'a pas reçu le traitement historique et politique qu'il aurait dû recevoir du fait de sa forme novatrice pour l'époque, de l'accomplissement qu'il a pu réaliser et pour l'héritage idéologique qu'il a transmis.

Sources

- Entretiens :

Entretien avec Jean-Pierre Chevènement à Paris, le 8 février 2021

Entretien avec Michel Charzat à Paris, le 24 novembre 2021

Entretien avec Jean-Yves Autexier à Paris, le 24 novembre 2021

Entretien avec Jean-Marie Pernot et Jean-Paul Pagès à Paris, le 26 novembre 2021

- Documents issus des réunions politiques du Parti socialiste :

Contribution du CERES en novembre 1973 pour le Congrès de Bagnolet: « Quinze thèse pour donner une dimension européenne à notre stratégie de rupture avec le capitalisme »

- Articles « Les Cahier du CERES » :

BEDOS Daniel, « De l'élargissement de la CEE à la question méridionale », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 58-63 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

BONDOUX Thierry, GARCIA Bernard, « Le développement capitaliste en Europe », *Repères*, n°58, novembre 1978, p.56-61 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152772>

CHARTIER Jean-Louis, « Portugal : vers la troisième force ? », *Repères*, n°46, octobre 1977, p. 76-81 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151871>

CHARTIER Jean-Louis, « Le plus court trajet d'Epinay à Bad-Godesberg », *Repères*, n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 114-120 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Chevènement, retour d'US : les Etats-Unis et l'Europe », *Repères*, n°27, novembre 1975, p. 4-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150200>

CHEVENEMENT Jean-Pierre, « Les penseurs de la gauche américaine », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 6-11 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

CHEVENEMENT Jean-Pierre, «Connaître l'adversaire pour le combattre », *Repères*, n°57, octobre 1978, p. 82-102 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152687>

GUIDONI Pierre, « Parti Socialiste : La prochaine étape », *Frontière*, n°6, mai 1973 p. 28-35 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133821>

GUIDONI Pierre, « L'élargissement de la CEE : la position des socialistes» *Repères*, n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 126-131 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Les socialistes dans la social-démocratie allemande : un entretien de Frontière avec Wolfgang Roth président des JUSOS », *Frontière*, n°3, février 1973, p. 4-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133614#sessionhistory-ready>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Europe dans l'équilibre Russo-Américain », *Frontière*, n°3, février 1973, p. 45-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133614#sessionhistory-ready>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'enjeu, dans la perspective du congrès de juin » *Frontière*, n°5, avril 1973, p. 26-31 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133752#sessionhistory-ready>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Les propositions du CERES », *Frontière*, n°5, avril 1973, p. 34-35 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133752#sessionhistory-ready>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le congrès des JUSOS : pour un programme anticapitaliste » *Frontière*, n°5, avril 1973, p.48-50 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133752#sessionhistory-ready>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « 10 JUSOS à la direction du SPD » , *Frontière*, n°6, mai 1973 p. 50-51 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133821>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Avant le congrès de Grenoble, les différentes motions en présence », *Frontière*, n°7, juin 1973, p. 6-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133892>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Espagne bouge », *Frontière*, n°7, juin 1973, p. 43-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133892>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Grenoble : le résultat politique », *Frontière*, n°8, juillet 1973, p. 8-15 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133963>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Nixon et l'Europe », *Frontière*, n°8, juillet 1973, p. 34-37 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=133963>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Nixon contre l'Europe », *Frontière*, n°10, octobre 1973, p. 38-44 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134125>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Chili », *Frontière*, n°10, octobre 1973, p. 4-23 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134125>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le compromis historique du PC italien », *Frontière*, n°11, novembre 1973, p.20-21 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134202>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « La gauche et l'Europe », *Frontière*, n°11, novembre 1973, p.46-63 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134202>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Grèce : Le matin des Généraux ; Un porte-avions américain », *Frontière*, n°12, décembre 1973, p. 20-27 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134271>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « La Suède elle aussi.. », *Frontière*, n°12, décembre 1973, p. 29-32 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134271>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le Chili, l'Amérique latine et la France », *Frontière*, n°12, décembre 1973, p. 34-37 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134271>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'impérialisme aujourd'hui : la logique de l'impérialisme ; Hégémonie ou impérialisme soviétique ? ; Contenu d'une politique socialiste européenne » *Frontière*, n°13, janvier 1974, p. 54-69 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134348>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Les travaillistes au fond du puits », *Frontière*, n°14, février 1974, p. 37-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134425>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Italie : La question socialiste », *Frontière*, n°14, février 1974, p. 44-47 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134425>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « JUSOS : La double stratégie », *Frontière*, n°14, février 1974, p. 48-50 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134425>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Europe à l'heure française », *Frontière*, n°16, avril 1974, p. 36-38 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134579>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « La coopération américano-soviétique : les nouvelles stratégies des deux "Grands" », *Frontière*, n°16, avril 1974, p. 54-61 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134579>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « L'Allemagne après Brandt : la fin des "promesses utopiques" », *Frontière*, n°17, mai 1974, p. 33-36 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134656>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Portugal, il faut faire vite », *Frontière*, n°17, mai 1974, p. 40-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134656>

MARTINET Gilles, MOTCHANE Didier, « Le congrès du PS et la crise du capitalisme », *Frontière*, n°21, janvier 1975, p. 4-11 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=135011>

MARTINET Gilles, « Les leçons d'une rupture : ce qui s'est passé au Congrès de Pau », *Frontière (Martinet)*, n°21, janvier-février 1975, p. 6-11 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134950>

MARTINET Gilles, « Italie : une nouvelle stratégie », *Frontière (Martinet)*, n°21, janvier-février 1975, p. 41-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134950>

MOTCHANE Didier, « Portugal, promesses et périls d'une révolution », *Frontière (CERES)* n°23, mai 1975, p. 4-28 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=135204>

MOTCHANE Didier, « Portugal, textes et documents politiques », *Frontière (CERES)* n°23, mai 1975, p. 29-38 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=135204>

MOTCHANE Didier, « La gauche en Grèce : Entre l'oppression et la dispersion », *Frontière (CERES)* n°24, juillet-août 1975, p. 31-35 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=135275>

MOTCHANE Didier, « Portugal : la bataille de production. Extrait d'un discours de Joao Cravinho », *Frontière (CERES)* n°24, juillet-août 1975, p. 36-37 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=135275>

MOTCHANE Didier, « Portugal : contrer l'offensive de la réaction », *Repères*, n°25, septembre 1975, p. 6-27 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150046>

MOTCHANE Didier, « Italie : le peuple rentre dans la cité », *Repères*, n°25, septembre 1975, p. 28-37 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150046>

MOTCHANE Didier, « Portugal : la montée des périls », *Repères*, n°26, octobre 1975, p. 40-45 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150123>

MOTCHANE Didier, « Franchir le Rubicon : les chrétiens et la crise de la DC : entretien », *Repères*, n°26, octobre 1975, p. 46-53 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150123>

MOTCHANE Didier, « PSI : vers un équilibre plus avancé », *Repères*, n°26, octobre 1975, p. 54-59 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150123>

MOTCHANE Didier, « RFA : social-démocratie contre bande à Baader », *Repères*, n°27, novembre 1975, p. 20-23 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150200>

MOTCHANE Didier, « Espagne : les danses de la mort lente », *Repères*, n°27, novembre 1975, p. 42-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150200>

MOTCHANE Didier, « Portugal : la réaction en liberté », *Repères*, n°28, décembre 1975, p. 26-34 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150285>

MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique : les socialistes et l'Europe du Sud », *Repères*, n°29, janvier 1976, p. 66-78 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150370>

MOTCHANE Didier, « Espagne : pour une rupture démocratique, entretien avec Felipe Gonzalez », *Repères*, n°30, février 1976, p. 10-22 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

MOTCHANE Didier, « L'Europe des élus : le Parlement européen et l'Europe des travailleurs », *Repères*, n°30, février 1976, p. 29-36 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

MOTCHANE Didier, « Pour une Europe des travailleurs », *Repères*, n°30, février 1976, p. 36-41 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

MOTCHANE Didier, « Portugal : les oeilletts sont coupés », *Repères*, n°30, février 1976, p. 42-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique (deuxième partie) : les chemins de l'indépendance et les voies du passage au socialisme en Europe du Sud », *Repères*, n°30, février 1976, p. 49-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150455>

MOTCHANE Didier, « La gauche en Espagne : divisions et unité », *Repères*, n°31, mars 1976, p. 32-38 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150540>

MOTCHANE Didier, « Marioscopie : Mario Soares à livre ouvert », *Repères*, n°32, mai 1976, p. 58-63 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150625>

MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique », *Repères*, n°35, septembre 1976, p. 56-69
<https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150912>

MOTCHANE Didier, « Le compromis géographique : la marge de manœuvre diplomatique et militaire » *Repères*, n°36, Octobre 1976, p. 44-50 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=150997>

MOTCHANE Didier, « L'indépendance pour quoi faire : Internationalisation économique contre nationalisme politique » *Repères*, n°38, décembre 1976, p. 17-35 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151167>

MOTCHANE Didier, « Une cabriole européenne » *Repères*, n°39, janvier 1977, p.77-78
<https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151252>

MOTCHANE Didier, « Compromis géographique et construction européenne » *Repères*, n°41, mars 1977, p. 89-95 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151422>

MOTCHANE Didier, «Défense nationale et transition au socialisme : Quelle défense ? » *Repères*, n°42, avril 1977, p. 7-22 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151523>

MOTCHANE Didier, «La social-démocratie et la nation allemande » *Repères*, n°44, juin 1977, p. 16-33 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151709>

MOTCHANE Didier, « Entretien avec Felipe Gonzalez » *Repères*, n°44, juin 1977, p. 34-43 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151709>

MOTCHANE Didier, «Contribution du courant n°2 : "Pour une défense indépendante, condition de l'application du Programme commun » *Repères*, n°47, novembre 1977, p. 26-42 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151956>

MOTCHANE Didier, « La gauche française vue d'ailleurs » *Repères*, n°52, avril 1978, p. 19-25 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152328>

MOTCHANE Didier, «Portugal : à l'Ouest rien de nouveau » *Repères*, n°52, avril 1978, p. 44-50 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152328>

MOTCHANE Didier, «Déclaration commune des partis membres de l'Internationale socialiste des pays de la CEE » *Repères*, n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 121-125 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

MOTCHANE Didier, «Morceaux choisis du projet de programme commun des partis socialistes et sociaux-démocrates de la CEE » *Repères*, n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 132-135 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

MOTCHANE Didier, « Esquisse de la situation du monde à la fin 1978 », *Repères*, n°59-60, décembre 1978-janvier 1979, p. 6-13 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=153468>

PORTELLI Hugues, « Le projet du Parti communiste italien » *Repères*, n°46, octobre 1977, p. 66-75 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=151871>

PESKINE Jacques, « Le congrès de Pau », *Frontière (CERES)*, n°22, avril 1975, p. 4-21 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=135135>

SANDEAU Jacques, « L'enlèvement de l'Europe : l'Europe : le sens caché », *Repères* n°55-56, juillet-août-septembre 1978, p. 104-113 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152538>

SANDEAU Jacques, « Brème : pavane pour un boa constrictor », *Repères*, n°58, novembre 1978, p. 46-55 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=152772>

SANDOZ Gérard, « Allemagne : comment Schmidt gère la crise », *Frontière (Martinet)*, n°21, janvier-février 1975, p. 36-40 <https://archives-socialistes.fr/app/photopro.sk/archives/detail?docid=134950>

Bibliographie

Ouvrages :

BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles, *Histoire des gauches en France. Volume 2. XXe siècle, à l'épreuve de l'histoire*, Paris, la Découverte, 2004

BERNARD Mathias, *Les Années Mitterrand : Du changement socialiste au tournant libéral*, Belin, Paris, 2015

BRUSTIER Gaël, PAGES Jean-Paul, *Europe, Etats-Unis d'Europe, Europe des Etats-Unis ou indépendance*, Bruno Leprince, Paris, 2010

BRUSTIER Gaël, PAGES Jean-Paul, *Gauche, conversion républicaine ou conversion libérale*, Bruno Leprince, Paris, 2010

BRUSTIER Gaël, PAGES Jean-Paul, *Les années Mitterrand*, Bruno Leprince, 2011

CASTAGNEZ Noëlline, MORIN Gilles (dir.), *Le Parti socialiste d'Epinay à l'Elysée 1971-1981*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2015.

CHARZAT Michel, *Le CERES par lui-même*, Poche-Bourgeois, Paris, 1979

CHARZAT Michel, TOUTAIN Ghislaine, *Le CERES [Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes], un combat pour le socialisme*, Calmann Levy, Paris, 1975

CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Le temps des citoyens*, Rocher édition, Paris, 1993

CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Le Vieux, La crise, le neuf*, Flammarion, Paris, 1975

CHEVENEMENT, Jean-Pierre, *Qui veut risquer sa vie la sauvera, Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2020

CONORD Fabien, Le parti pour enjeu : les jeunes générations de la SFIO dans les années 1960, *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2007/2 (n° 8), p. 55-68

COLLOMBAT Benoit, *Histoire secrète du patronnat de 1945 à nos jours : Jacques Attali : dans les affaires du Prince, prince des « affaires »*, La Découverte, Paris, 2014

COLLOMBAT Benoît, CUVILLIER Damien, *Le choix du chômage : De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique*, Futuropolis, Madrid, 2021

CLAUDON Jean-François, GUERIN Julien, *Cheveux longs et poings levés : les jeunes du CERES de 1971 à 1981*, Bruno Leprince, Paris, 2012

CLOUSCARD Michel, *Les dégâts de la pratique libérale libertaire*, Edition Delga, 2020

JOLY Marc, *Le mythe Jean Monnet : contribution à une sociologie historique de la construction européenne*, CNRS Edition, Paris, 2007

LAZAR Marc, SIMON-EKOVICH Francine, *La gauche en Europe depuis 1945 : invariants et mutations du socialisme européen*, Presses universitaires de France, Paris, 1996.

MOTCHANE Didier, *Ni trahir ni périr : un demi-siècle de débats et combats socialistes, 1967-2017*, Cerf, Paris, 2019

MOTCHANE Didier, CHEVENEMENT Jean-Pierre, *Clefs pour le Socialisme*, Seghers, Vichy, 1973

MOTCHANE Didier, *CERES l'enlèvement de l'Europe*, Entente, 1979

MOTCHANE Didier, *Un Atlantisme à la charentaise : de Jarnac à Maastricht, dix ans de politique étrangère*, Arléa, Paris, 1992

MANDRIN Jacques, *Le socialisme et la France*, Le Sycomore, Paris, 1983

REMOND René, *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Paris, Haubier, 1954.

TOUCHARD Jean, *La gauche en France depuis 1900*, Editions du Seuil, Paris, 1977

Articles :

COHEN Antoine, Le « père de l'Europe » : La construction sociale d'un récit des origines, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2007/1-2 (n° 166-167), p. 14-29

DESCAMPS Florence, « L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation », *Histoire@Politique*, 2007/3, n°3

EISNER Robert, « WHICH WAY FOR FRANCE? » *Challenge*, vol. 26, no. 3, 1983, p. 34–41
<http://www.jstor.org/stable/40720155>.

GOMEZ François-Xavier, « Il y a une passion de la gauche française pour l'Amérique latine », *Libération*, décembre 2017 https://www.liberation.fr/planete/2017/12/15/il-y-a-une-passion-de-lagauche-francaise-pour-l-amerique-latine_1617011/

KASSEM Fadi, Le Parti socialiste français et le socialisme d'Europe du Sud dans les années 1970 : à la recherche d'un « compromis » eurosocialiste, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2016/1-2 (N° 119-120), p. 11-16

LA GORCE Paul-Marie, Les socialistes français et les choix de politique extérieure, *Le Monde Diplomatique*, octobre 1983, p. 10-11

NIERDERGANG Marcel, La première conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud L'évolution des P.C. continue de diviser les socialistes européens, *Le Monde*, 27 janvier 1976, p. 15-19

PANNETIER Chrisophe, POIRMEUR Yves, Les socialistes français, la crise et l'Europe, *Le Monde Diplomatique*, avril 1984, p. 2-3

PFISTER Thierry, Nouveaux regards sur le socialisme, *Le Monde Diplomatique*, juin 1975, p. 12

SMOUTS Marie- Claude, « La France et le Tiers-Monde ou comment gagner le sud sans perdre le nord », *Institut Français des Relations Internationales Politique étrangère*, Paris, 1985-07-01, Vol.50 (2), p.339-358

TROUVE Matthieu, « Le Parti Socialiste Français et l'Amérique Latine, 1971-1981 », *Fondation Jean Jaurès*, juin 2019 <https://www.jean-jaures.org/publication/le-parti-socialiste-francais-et-lamerique-latine-1971-1981/>

VERRIER Benoît, Les transformations d'une marque politique. Du CERES au MDC, *Les formes de l'activité politique*, 2006, p. 103-122

ZORGBIBE Charles, L'Europe par le livre, *Le Monde Diplomatique*, juin 1979, p.13

Travaux universitaire :

BREHIER Emeric, *Les revues politiques de la gauche non communiste de 1958 à 1986*, 771 p, thèse de doctorat de science politique, Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 2000, sous la direction de Pierre Avril

FLANDRE Christelle, " *Approcher la social-démocratie. Le regard du parti socialiste sur la social-démocratie allemande, 1971-1981* ", 309 p, mémoire de maîtrise d'histoire, université de Paris 1, CHS du XXe siècle, juin 2005, sous la direction de Frank Georgi et Annie Fourcaut

JALABERT Laurent, *La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 du congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975*, 811 p, mémoire pour l'Habilitation à diriger des recherches, Institut d'études politiques de Paris, centre d'histoire de Science Po, 2008, sous la direction de Jean-François Sirinelli

MERLIN Eléonore, « *LE CERES, de l'Autogestion à la République (1966-1986)* », 200 p, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CHS du XXe siècle, septembre 2002, sous la direction de Frank Georgi et Jean-Louis Robert

VERRIER Benoît, " *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au PDC* ", 590 p., thèse pour le doctorat de science politique, université Maurice Schuman, Strasbourg 3, décembre 2003, sous la direction de Brigitte Gaïti

ANNEXES :

Entretiens :

Nous avons fait le choix de réaliser ce mémoire avec l'appui de témoignage de personnes qui furent membre du CERES, des proche du mouvement ou des personnes qui ont pu être proches de certaines personnalités du CERES, aujourd'hui disparu, et qui ont pu étudier le mouvement. Nous avons donc décidé d'établir une liste de profil en priorisant certains noms dont les témoignages nous semblaient les plus importants à obtenir. L'objectif de ses entretiens fut aussi de créer progressivement un réseau de témoins qui nous donnerait accès à d'autres témoignages en leur demandant à leur connaissance vers quelles personnes nous pourrions nous tourner pour obtenir des informations sur le CERES. Nous avons pu réaliser 4 entretiens avec 5 personnes différentes :

Jean-Pierre Chevènement (Membre fondateur du CERES) : L'entretien s'est déroulé le 8 février 2021 à Paris au siège de sa fondation Res Publica. Pendant 45 min, nous avons pu échanger sur son parcours politique et son point de vue sur la construction européenne ainsi que sur la création du CERES. A la suite de cet entretien, Jean-Pierre Chevènement nous a transmis le contact de Jean-Paul Pagès, également membre du CERES et proche de Didier Motchane.

Jean-Paul Pagès (Co-Directeur de la publication des *Archives du CERES*) : Contacté suite à notre entretien avec Jean-Pierre Chevènement, Jean-Paul Pagès nous a rapidement répondu en nous fournissant d'autres contacts pour réaliser d'autres interviews, ceux de Alain Charzat et de Jean-Yves Autexier. Pendant un entretien de 3h à son domicile Parisien, le 26 novembre 2021, en compagnie de Jean-Marie Pernot, ancien membre du CERES et enseignant-chercheur à l'IRES, nous avons échangé sur les choix idéologiques du CERES ainsi que de son rapport avec les autres forces politiques de gauche.

Alain Charzat (ancien membre du CERES et ancien député-maire de Paris) : Nous l'avons rencontré à Paris le 23 novembre 2021, pendant 1h, nous avons discuté de la politique européenne souhaitée et mise en avant par le CERES en opposition avec le reste du Parti Socialiste.

Jean-Yves Autexier (ancien membre du CERES et ancien député) : L'entretien a été réalisé à Paris le 25 novembre 2021, en 1 heure, nous sommes revenus sur le fonctionnement interne du CERES, son implantation territoriale ainsi que son évolution idéologique.

Dans le même temps, des entretiens n'ont pas pu être réalisés soit par manque de temps soit par non-réponse :

Edmond Hervé (Membre du CERES et ancien maire de Rennes) : Par le biais de son fils, Marc Hervé, adjoint à la mairie de Rennes, nous avons pu obtenir le mail personnel de Edmond Hervé mais notre demande est resté sans réponse.

Sylvain Hercberg (Militant du CERES) : Cette idée d'interviewer le dépositaire du fond sur le CERES à l'OURS, nous est venu en tête que très récemment, nous comptons passer par l'OURS pour un contact. Nous estimons qu'obtenir le témoignage d'un militant du CERES serait intéressant pour à la fois comparer avec le témoignage de dirigeants mais aussi mesurer l'influence que le CERES à pu avoir pour les militants du mouvement. Le contact avait été établi par l'entremise de Jean-Paul Pagès mais par manque de temps, l'entretien n'a pas pu être réalisé.

Nous avons décidé de retranscrire l'un de nos entretiens celui que nous avons réalisé avec Jean-Pierre Chevènement.

Entretien avec Jean-Pierre Chevènement :

En amont de notre entretien avec Jean-Pierre Chevènement, nous avons préparé un questionnaire d'une dizaine de questions que nous présentons ici :

- 1) Comment le CERES a-t-il été fondé ? Était-ce une idée de longue date ?
- 2) Quel était l'objectif du CERES au moment de sa création ?
- 3) La position du CERES vis-à-vis du projet européen a-t-elle évolué au fil des années ?
- 4) Comment expliquez-vous le succès du courant, qui a progressé en nombre de voix et d'adhérents tout au long des années 70 ?
- 5) Estimez-vous qu'il existait une véritable rupture au sein du PS concernant la question européenne ?
- 6) Le CERES et/ou des personnalités du courant ont-ils noué des liens privilégiés avec d'autres acteurs politiques en Europe ou ailleurs dans le monde ?
- 7) Le CERES et vous-même avez participé activement à la rédaction du Programme commun entre le PS et le PCF, la question européenne faisait partie du débat, qu'étaient les points de désaccord ?
- 8) Comment s'est articulé le rôle du CERES lors de l'exercice du pouvoir par le PS ?
- 9) Comment expliquez-vous l'abandon du programme commun par Mitterrand et l'acceptation du projet européen au cours des années 80 ?
- 10) Quelles critiques avez-vous pu faire sur le projet européen de l'époque ?
- 11) Considérez-vous qu'il était possible de réaliser une autre « Europe » ?
- 12) A titre personnel, quel est votre plus grand regret concernant le CERES ?

Lors de l'entretien qui a duré une trentaine de minutes nous avons dû réduire le nombre de

nos questions et en fusionner certaines pour pouvoir recevoir un maximum d'informations voici le déroulé de l'entretien sous forme de questions/réponses et des notes que nous avons retranscrites.

1) Comment le CERES a-t-il été fondé et quel était l'objectif du CERES au moment de sa création ?

- Création du CERES au retour de la guerre d'Algérie par Alain Gomez, Didier Motchane, Georges Sarre et Jean-Pierre Chevènement en 1966
- C'était une idée transgressive de former de l'union de la gauche à partir de la SFIO en le transformant en un parti de masse tout en en promouvant un rapprochement entre Socialiste et Communiste.
- Volonté d'apporter des réponses nouvelles sur le long terme notamment sur les questions industrielles et de Défense
- Le mouvement continua son ascension, gagna la fédération de Paris en 1969
- Le CERES était un petit groupe créatif qui créa notamment une revue politique *Les Cahiers du CERES*

2) La position du CERES vis-à-vis du projet européen a-t-elle évolué au fil des années ?

- Projet du CERES : Europe des nations et des peuples, favorable à des accords ponctuels
- Critique du néolibéralisme et de l'atlantisme
- Relation avec les Partis socialiste des pays du sud notamment avec Felipe Gonzalez (Espagne), Andréas Papandréou (Grèce) et Mario Soares (Portugal)

3) Estimez-vous qu'il existait une véritable rupture au sein du PS concernant la question européenne ?

- Opinion différente de celle de François Mitterrand qui était un européen convaincu (La Haye 1946) Position plus proche d'un Maurice Faure ou Pierre Joxe
- Au congrès de Bagnolet en 1973, la synthèse du CIR est proche de celle proposé par le CERES : l'europe sera socialiste ou ne sera pas
- Ambiguïté à partir de 1981 : la relation Khol-Delors participe à une infléchissement de

Mitterrand vers le projet européen ce qui sera confirmé par la crise des euromissiles en 1983.

4) Comment s'est articulé le rôle du CERES lors de l'exercice du pouvoir par le PS et notamment sur la politique européenne ?

- Le CERES était la clé du congrès d'Épinay pour que Mitterrand puisse prendre le pouvoir avec notamment la ligne de l'union de la gauche
- Le mouvement a beaucoup influencé le PS sur le programme commun mais aussi dans la structure du parti (Écoles des cadres et nouvel emblème)
- Mais Le CERES représentait à son plus haut pic plus de 20% du parti socialiste ce qui poussa Mitterrand à les écarter.
- Mitterrand va se détacher du CERES pour favoriser l'opposition au CERES mené par Jacques Delors et Pierre Mauroy ce qui aboutit à 1983 et au tournant de la rigueur et qui débouche sur la conférence de Fontainebleau et la signature de l'acte européen.

5) Quelles critiques avez-vous pu faire sur le projet européen de l'époque ?

- L'idée du marché unique, le système monétaire européen, la liberté de mouvement des capitaux. la préparation de texte qui allait mener à la dérégulation du marché
- La perte de souveraineté politique et économique des états
- Mais évolution positive ces dernières années avec le travail accompli suite à la crise de 2008 et de la crise du COVID, mise en avant du budget européen par Macron

Archives

ARCHIVES OURS :

- Fonds Sylvain Herberg : 1 carton ; 1966-1976 ; Sylvain Herberg, militant du CERES, ce fond rassemble document portant sur le CERES, on y retrouve notamment le compte rendu de réunion inaugurale du CERES en 1966, des documents propres à la formation à des militants du CERES, différentes publications du CERES (Cahiers du CERES, Bulletin mensuel du CERES, Volonté socialiste)

ARCHIVES MÉDIATIQUES :

- Les Cahiers du CERES :

Revue mensuelles politiques rédigés par des militants du CERES, ces revues porteront différents noms (*Cahiers du CERES*, *Frontière*, *Repères*, *NON* puis *Enjeu*) du fait de scission au sein de la rédaction ou de tentative de relancer le média. On peut notamment une fracture politique à la fin de l'année 1974, avec le départ de plusieurs rédacteurs dont notamment Gilles Martinet, co-rédacteur en chef, qui décident de quitter le journal et le CERES pour retrouver leurs anciens camarades du PSU au sein du courant rocardien du Parti socialiste. Ce mensuel traite de nombreux sujets qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou géopolitiques. Les articles qui y sont rédigés sont écrits de manière à présenter un sujet mettant en avant les idées du mouvement. Le lectorat était majoritairement les militants du CERES qui pouvaient se former politiquement sur des sujets divers tout en suivant la ligne du parti au grès des numéros.

Grâce aux *Archives socialistes*, nous avons pu accéder à 67 revues des *Cahiers du CERES* (*Frontière* puis *Repères*), et traiter l'ensemble pour en ressortir 76 articles s'intéressant à différents sujets. On y retrouve des articles traitant de la politique au sein du Parti socialiste, des articles sur la critique de l'influence américaine en Europe, des interviews d'hommes politiques étrangers proche des socialistes, des analyses géopolitiques, des comptes-rendus des situations politique en Italie, en Espagne, au Portugal et en Allemagne.

- Le Monde Diplomatique :

Les articles que nous avons référencé dans ce mémoire sont les articles qui traitent exclusivement du CERES. En utilisant le moteur de recherche du site Le Monde Diplomatique, nous avons privilégié les articles où le terme « CERES » apparaissait et qui avait été publié dans notre borne chronologique, qui rappelons-le s'étend de 1966 à 1986. Parmi les auteurs de ces articles, on retrouve des politologues ou historiens spécialistes des relations internationales comme Charles Zorgbibe ou encore des journalistes ayant côtoyé le Parti socialiste comme Paul-Marie de la Gorce ou Thierry Pfsiter.

